

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LIII, No. 4 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 13 - 20 mars 2024

AUX PRISES AVEC DE NOMBREUX PROBLÈMES SANS AUCUNE DESTINATION FIXE

Ariel Henry refuse de lâcher prise

L'administration Biden n'a pas encore trouvé la bonne formule pour se débarrasser de lui...

Par Léo Joseph

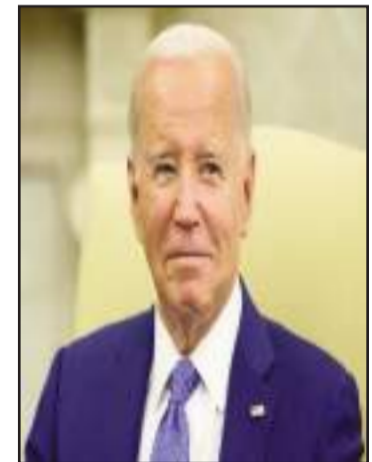
En mission officielle hors du pays, depuis déjà plus d'une semaine, personne, au sein de son administration ne sait quand il sera de retour. Si Patrick Boisvert, le ministre de

l'Économie et des Finances assurant l'intérim, à sa place, en tant que Premier ministre, est tenu au courant de son lieu d'hébergement, à San Juan, Porto-Rico, il ne dit rien au peuple haïtien. Depuis qu'une manifestation orchestrée con-

tre lui, le vendredi 8 mars, par des ressortissants haïtiens séjournant dans cette possession américaine, exigeant sa démission, il est porté disparu. Seuls des agents du *Fédéral Bureau of Investigation* (FBI) chargés de sa surveillance,



Ariel Henry démissionnaire, attend son verdict.



Président Joe Biden, l'ultime décideur du sort d'Ariel Henry.

L'ACCORD DE RÉCIPROCITÉ SÉCURITAIRE SIGNÉE
ENTRE ARIEL HENRY ET LE PRÉSIDENT WILLIAM RUTO

Aucune garantie que les policiers du Kenya seront déployés en Haïti

Par Léo Joseph,

Le Premier ministre de facto démissionnaire dit son adieu à la politique haïtienne laissant dans la jubilation ceux qui

M. Henry définitivement hors d'Haïti.

Si le neurochirurgien n'a pas encore signé sa démission, il n'est plus considéré comme chef du gouvernement. Il a

Ariel Henry, qui n'assume aucune fonction, communique avec ses ministres par zoom, car le Premier ministre par intérim, en la personne du ministre des Finances et des

savent, mais ne diront pas. De toute évidence, le Premier ministre de facto, démissionnaire de fait, est prisonnier des Américains. Incapable de regagner son pays, il ne peut non

plus quitter ce territoire américain pour un autre pays, quand bien même il aurait trouvé asile politique quelque part.

Suite en page 2



Le président William Ruto du Kenya.



Ariel Henry.



L'avocat Ekuru Aukot

poussaient à la roue pour que les policiers kenyans attendus pour être déployés en aide à leurs collègues haïtiens luttant pour mater les gangs armés. C'est précisément ce voyage à Nairobi, Kenya, pour signer cet Accord avec le président kenyan, William Ruto, qui a donné l'occasion aux gangs fédérés de lancer la vague de violence ayant aggravé la situation sécuritaire qui tient

d'ailleurs annoncé son départ de la primature, disant, toutefois, que son administration assume la « *gestion des affaires courantes* », jusqu'à ce que soit nommé une présidence collégiale de sept membres, suivant le modèle proposé en discussion avec les parties prenantes intérimaires, qui nommera un Premier ministre intérimaire provisoire.

Selon toute vraisemblance,

Affaires économiques, Michel Patrick Boisvert, est celui qui dirige les opérations gouvernementales, à un moment où il est lui-même hors de portée et qu'il ne semble pas être libre de ses mouvements. Surtout aussi que quand il se dit toujours aux commandes de la République, en réalité, les ordres et les décisions viennent de la communauté internatio-

Suite en page 9

HAPPENINGS!

Is it a new day dawning in Haiti?



Ariel Henry in San Juan, Porto Rico



Secretary of State Blinken in Jamaica.

By Raymond A. Joseph

Late Monday night (March 11), Ariel Henry, who disappeared from view since he landed in Puerto Rico, on March 5, was seen on screen

making a speech. And the news began making the rounds, "**Finally, Ariel Henry has resigned.**" By 12:53 am, Tuesday, I saw him myself,

Continued to page 7

AUX PRISES AVEC DE NOMBREUX PROBLÈMES SANS AUCUNE DESTINATION FIXE

Ariel Henry refuse de lâcher prise

L'administration Biden n'a pas encore trouvé la bonne formule pour se débarrasser de lui...

Suite de la page 1

Les rapports de presse sur la crise haïtienne, ainsi que les articles de journaux, même dans les grands médias américain et d'autres pays du monde, dont les principaux acteurs sont la communauté internationale (l'ONU), à la remorque des États-Unis et Ariel Henry, n'exposent pas la réalité objectivement. Seules les interprètes des faits et les recoupements jettent un certain éclairage sur les zones d'ombre. En tout cas, il y a plein de non-dits dans ce qui est rapporté dans la grande presse, une stratégie imputable aux sources d'informations officielles voulant doser ce qu'il faut mettre à la connaissance du public.

En tout cas, les activistes haïtiens doivent se féliciter que les gangs armés déclenchant leurs dernières vagues de violence, ont porté la communauté internationale à changer leur politique haïtienne, par rapport à Ariel Henry, en faisant sa arche-arrière sur leur politique de rétention du Premier ministre de facto à la primature.

En tout cas, alors qu'il n'y a même pas trois mois, Mme Isabelle Salvador, chef du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) et représentante spéciale du secrétaire général émettait un message en réponse aux demandeurs de la démissions d'Ariel Henry, s'est produit une volte-face spectaculaire des tuteurs de celui-ci. En réponse à cette position, jugée radicale, de plusieurs membres de l'opposition exigeant le départ du neurochirurgien

et son remplaçant par une administration bicéphale, Mme Salvador devait émettre un communiqué déclarant qu'un chef de gouvernement intérimaire ne saurait être succédé par une autre qui soit intérimaire. Avant même d'être lancé en Haïti, ce message a été lu, par la cheffe du BINUH, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais cet événement est intervenu au



Michel Patrick Boisvert, Premier ministre par intérim, pendant combien de temps encore

moment où les acteurs, d'un côté comme de l'autre, s'y attendaient le moins. Car personne ne s'attendait à ce que la campagne de violence des gangs armés lancées pour chasser Ariel Henry du pouvoir était de nature à changer la donne. Surtout que peu de gens prenaient au sérieux le slogan des bandits lancé immédiatement après le départ d'Ariel Henry, dans le cadre d'une mission officielle. Pigeon voyageur, ce voyage, qui devait l'amener, d'abord à Georgetown, Guyane, pour assister à la réunion des chefs

d'État et de gouvernement; puis à Nairobi, au Kenya, pour signer, avec le président de ce pays, William Ruto, in accord de réciprocité, en matière de sécurité, visant à écarter le dernier obstacle juridique au déploiement de 1 000 policiers kenyans appelés à diriger la force internationale d'appui à la Police nationale, dans sa lutte pour mettre fin à l'hégémonie des gangs armés.

Mais ce dernier déplacement du Dr Henry est cause de surprises pour tous. Puisque ce dernier allait être déclaré *persona non grata* dans son propre pays. Et son supporteur numéro 1, les Américains, qui ne jurait que par son maintien; à la primature, exige sa démission. En sus d'assumer le leadership de la stratégie visant à son départ du pouvoir.

Ariel Henry regimbe à la demande de sa démission par les Américains

Avant même de quitter George Town, capitale de Guyane, la



Gaston Briwbn Orenuer, ministre d'Antigüe et de Barbuda, celui qui a lancé la première salve contre Ariel Henry.

semaine dernière, pour la seconde étape de son voyage, s'est à dire Nairobi, au Kenya, la demande de démission d'Ariel Henry était dans l'air. Mais il feignait de ne rien comprendre. Pourtant le Premier ministre d'Antigüe et de Barbuda, Gaston Browne avait déclaré que, sans une once de légitimité, Ariel Henry devait démissionner comme Premier ministre. De telles préoccupations étaient formulées à plusieurs reprises à l'occasion de ses pérégrinations, dans les pays de la CARICOM, mais jamais à ce niveau des acteurs politiques de ce groupe. Lors de ces rencontres, il était toujours ciblé, notamment, par l'ambassadeur de ces deux îles auprès des Organisations des

États américains, Ronald Sanders, qui répétait les critiques. Le fait que le Premier ministre lui-même a décidé de livrer le même message équivalait à une augmentation du volume. N'était-ce l'ambition d'Ariel Henry voulait s'accrocher au pouvoir, il aurait bien compris que les carottes sont cuites avec ses supporteurs de la communauté internationale.

La première vague de



Le secrétaire d'État Antony Blinken, celui qui traite le dossier d'Ariel Henry.

violence de gangs lancée, dans la nuit du 29 décembre, veille de l'arrivée d'Henry, à Nairobi, celui-ci n'avait encore rien compris de ce qui l'attendait. Il était, d'ailleurs de tout repos, sachant qu'il avait le puissant voisin comme protecteur, qui sécurisait son arrière. Combien de fois était-il absent d'Haïti et que, en dépit des dégâts des gangs sur le reste du pays, il n'avait à s'inquiéter de rien ?

Mais il commençait à comprendre que *le charme était rompu* avec la communauté internationale lorsque les Américains refusaient que leur Armée escorte son retour en Haïti, à l'instar d'Aristide, en 1994, bénéficiant de la bienveillance du président Bill Clinton autorisant son retour derrière 22 000 soldats de l'Armée américaine pour le servir de bouclier contre les Forces armées d'Haïti (FAH), alors dirigées par les généraux Raoul Cédras et Philippe Biam by secondés par le colonel Michel François.

Dans la presse nationale et internationale, offrant des chroniques sur la saga d'Ariel Henry, aucune explication n'a été offerte sur le refoulement essayé par le vol, qui avait décollé de l'aéroport Teterboro, dans le New Jersey, à destination de la République, qui a été forcé de faire demi-tour, avant de trouver hospitalité à l'aéroport Mu

noz Marine de San Juan, à Porto Rico. On trouve bizarre que Ariel Henry, qui n'est plus en odeur de sainteté, aux yeux de l'administration Biden ait quitté le territoire américain avec le territoire dominicain pour destination sans autorisation officielle.

Selon toute probabilité, à cette étape de son maudit voyage, le Premier ministre de facto d'Haïti, en disgrâce, avait fini par comprendre qu'il était lâché par ses amis. Il semble qu'il ait réussi à négocier, avec son personnel, en Haïti, la prise en location, aux frais du gouvernement haïtien, d'un avion, de concert avec ses amis, en République dominicaine son rapatriement au pays. Une fois en territoire dominicain clandestinement, il se fera embarquer de nuit dans un hélicoptère doté de vision nocturne, à destination de Port-au-Prince.

Il faut se rappeler que le refus, par l'administration Biden, de faire arriver Henry au pays en le faisant escorter par les membres d'une force spéciale américaine signifie qu'elle n'entend pas qu'il remette les pieds en Haïti. En tout cas, pas maintenant, ni par voie détournée ou en donnant le change aux autorités américaines. Il semble donc que le décollage de l'avion de New Jersey pour se poser en territoire dominicain, agréé auparavant, s'est heurté à un changement de plan intervenu au cours du vol. La démission d'Ariel Henry était donc con sommée par ses patrons.

Qu'est-ce qui faisait croire à Ariel Henry qu'il pouvait forcer la main à l'administration américaine ?

Voilà la question qui vaut un million de dollars. En désespoir de cause, confronté à l'inflexibilité des Américains, le Premier ministre de facto démissionnaire, sans le savoir, pense que l'administration Biden lui est obligé pour lui avoir rendu certains « services ».

Pour le présent quart d'heure, le sort d'Ariel Henry reste avec l'administration Biden, qui a le dernier mot le concernant. Il s'agit, cela va de soi, d'un secret qui ne sera pas divulgué de sitôt. Secret d'État oblige !

L. J.

Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118

843 FRANKLIN AVE. (BLK. UNION & PULASKI)

FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

The Seizure of Haiti by the United States

[a report by Frederick Bausman]

Par Dan Albertini

Entre (), permettez ce schisme dans la pratique o par cette digression j'Évite le sujet traité, mais en insérant une 2^e réponse à l'article. Ici en outre, l'intérêt vaut le laps irrationnel puisque le concerné est mesquin. Que peut-on espérer des-U., quand le modèle immanent vient d'un ver dans le fruit, le FBI de l'Amérique de T Roosevelt est né de Charles-Joseph Bonaparte (p'tit neveu de Napoléon l'esclavagiste), modèle o l'on voit plus tard des Juppé-Fillon condamnés se vanter de. Doit-on alors s'étonner de l'Épo que et des faits sur Malcom X, vécus de ce FBI que D Trump accuse de. Ces-U., qui ont envahi militairement la République dite sûr d'Haïti, en 1915, fin de ()!

Mise en situation

Code noir Ch. 1 Disposition générales, Art. 2 : «Il est défendu, sous les peines qui seront ci-après déterminées, d'importer dans les Colonies françaises des Noirs destinés à l'esclavage. Ne sont pas compris dans cette disposition les esclaves portés de colonie à colonie française. L'origine des esclaves qui passeront d'une colonie dans une autre sera justifiée par certificat de Douane». Fin de P.9

Il est donc ici question, non pas de protéger les Noirs qui appartenant à un maître, mais d'éviter le traite Noir venant d'une colonie étrangère, d'après la suite en P.10. Le coupable de cette traite d'esclave importé sera puni par amende, tandis que l'esclave s'il est saisi de ce fait devient la propriété du gouvernement qui l'emploiera dans ses ateliers. Lieux où cet esclave fugitif sera puni d'amputation de coups de fouets..., etc., ou tous au très sévices corporels.

La mémoire française veut de toujours et surtout aujourd'hui, imposer un oubli de ces faits dont les acteurs sont encore honorés et remis en service du patrimoine quand le Noir se le rappelant est reproché de rancunier pour les mêmes crimes dont on commémore chaque année, les pertes comme pédagogie de l'abstention. En fait, le Rapport F Bausman c'est tout cela mis à jour en 2024, que les É.-U., rendent responsable la France des malheurs des

Haïtiens victimes de cette tare. No Black ?

N'est-ce pas là la politique préférée de Legault premier ministre du Québec, sauf envers les Noirs venant d'outremer français ou de France ! Démentez-moi alors, car le fait d'utiliser le Code de Napoléon pour le Noir revient au même, si Hitler... !

Séquelles pathogènes ou patri-moine en héritage nourri en valse brillante, en opéra comique, en menuet style Louis XV, fantaisie de l'opéra ?

Compréhension

Le Code cite Titre I, Chap. IV. en P.7 : «on reproche aux colonies anglaises d'avoir repoussé le bill d'enregistrement; on leur reproche encore de se refuser l'amélioration graduelle de la condition des esclaves. Si, au lieu du bill d'enregistrement, on eût supplé au silence de leurs constitutions, en ouvrant la voie fermée jusqu'à ce jour aux améliorations praticables, on eût obtenu des succès dont le cœur eût été beaucoup plus satisfait».

Haïti, a-t-on le droit de simuler le déni encore ici puisque 2025 est le rendez-vous qui interpelle tandis que jadis nos élites comme nos aïeux étaient des acteurs, quand le WEB (digital) fait de tous des acteurs encore plus puissants, malgré passifs en quête de *success-story* à la manière de ? Il est en outre si aisé de pointer l'index quand tout de même nous n'aurions rien fait. Du haut de l'Observatoire du dies, trois exemples de publications qui révèlent, tant sur que sur la proximité immédiate de notre miroir. Avant tout, les É.-U. nous volent en gangs organisés au su de ce FBI né d'une idée risquée selon le représentant démo crate/ NY J Fitzgerald. Trump-Comey !

Si je dois voir Edgard Gousse à *shrd* dans son apostolat qui érige Fidel Castro au rang du XIV^e Apôtre, il y a lieu de constater nos faiblesses par la trahison de Wyclef Jean qui crie à un massacre à venir pour inciter à déconstruire la souveraineté nationale sans dire où ni comment, pire, que sont ses connexions afin de les valider ? *Ricochet, que fait son ancien adversaire local américain, en l'occurrence Sean Penn et l'eau en Haïti ?* Cela va sans dire, Bill est encore sans compte rendu de

sa mission. Et, ce n'est au hasard puisque de ce rapport signé de F Bausman & Associés, déposé au Congrès, au Département d'État américain, à la défunte SDN, à la Cour Suprême du Canada, dans le catalogue Hollis d'Harvard, idem Yale, de Columbia University, et j'en passe. Bill ne pouvait l'ignorer au moment où le président haïtien, Jean-Bertrand Aristide signa l'Accord de Governors Island, que

faibles. Ici, il a été question de créer un bassin de rétention économique sur un triangle bancaire international, pour la République d'Haïti via la Ville de Carrefour, telle une académie de développement international régional, ce qui toucherait évidemment la RD aussi par connexion [voir RPF à Santo Domingo pour le triangle bancaire international].

Il faut voir Donald Trump à

CFA, tel l'USD d'une signature de gangs français ?

Que prouve l'ADN du crime ?

D'après l'Article premier du Code noir et je cite: «L'Édit du feu Roy Louis XIII, de glorieuse mémoire, du 23 Avril 1615. Fera exécuté dans notre Province & Colonie de la Louisiane ; ce faisant, enjoignons aux Directeurs généraux de ladite Compagnie, & à tous nos Officiers, de chasser dudit Pays tous les Juifs qui peuvent y avoir établi leur résidence, auxquels, comme aux ennemis déclarez du nom chrétien, Nous commandons d'en fortir dans trois mois, à compter du jour de la publication des présentes, à peine de confiscation de corps & de biens»

Article 2 «Tous les Esclaves qui feront dans notre Province, feront instruits dans la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & baptisés; ordonnons aux Habitants qui acheteront des Negres nouvellement arrivés, de les faire instruire & baptiser dans le temps convenable, à peine d'amende arbitraire ; Enjoignons aux Directeurs généraux de ladite Compagnie, & à tous nos Officiers, d'y tenir exactement la main».

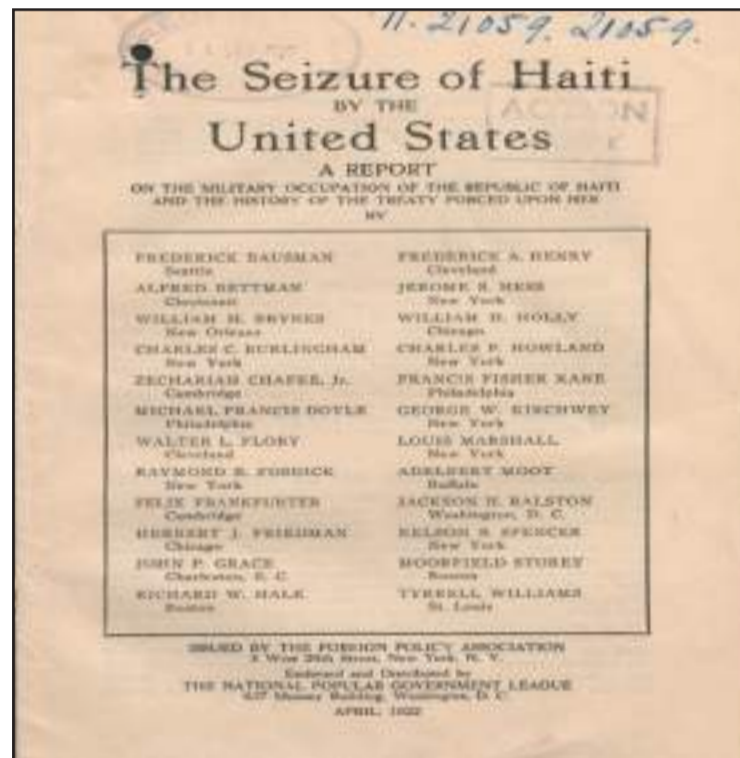
Article 3 «Interdisons tous exercices d'autre Religion que de la Catholique, Apostolique & Romaine ; Voulons que les contrevenants soient punis comme rebelles & déobéissants à nos Commandements : Défendons toutes assemblées pour et effet, lesquelles Nous déclarons conventuelles, illicites & féditieuses, sujettes à...»

Article 6 «Défendons à nos Sujets blancs de l'un & de l'autre sexe, de contracter mariage avec les Noirs, à peine de punition & d'amende arbitraire ; & à tous curez, Prêtres ou Missionnaires féculiers ou réguliers, & même aux Aumôniers de Vaiffeaux, de les marier»

Article 8, P5 de la contention psychologique par les interdits «Défendons aux Esclaves appartenants à différents Maîtres, de s'attacher le jour ou la nuit, sous prétexte de noces ou autrement, soit chez l'un de leurs Maîtres ou ailleurs, & encore moins dans les grands chemins ou lieux écartés, à peine de punition corporelle, qui ne pourra être moins que du fouet & de la fleur-de-Lysl & en cas de fréquentes récidives & autres circonstances aggravantes, pourront être punis de mort ; ce que Nous laissons à l'arbitrage des Juges ; Enjoignons à tous nos Sujets de courre fus aux contrevenants, & de les

arrêter & conduire en prison, bien qu'ils ne soient Officiers, & qu'il n'y ait encore contre lesdits contrevenants aucun décret».

Fin de la première réflexion.



les É.-U. (USA) ont lorgné les sources de pétrole haïtien depuis 1847 au plus tard, avant de faire 1915 via 14-18, d'où le Rapport sur l'action FDR pour ramener les Mari nes éloquentement illustrés par Major McPherson dans 'Take Haiti by Force', et antérieurement, dans la démarche de World Works Magazine en Eugene P. Lyle Jr, in «What shall Haiti's future be?» Le travail de gang était si édifié dès lors par la marque de l'examen de sévices de l'esclavage déshumanisant gérant notamment la partie devenue République d'Haïti de l'île. Wyclef : était-ce là étonnant si l'observatoire publia la !

Quand et qu'avons-nous proposé afin de répondre à l'autodétermination ?

Aussi parle-t-on de géopolitique pour dédouaner le crime, et le criminel qui chez lui eut été coupable redevable avec l'argent volé d'après les conventions sur les sources d'argent 'sals', signées de gré ou de force par les États

défaire aussi, qui est en toute liberté quand on l'accuse, après ses propos sur la 5^e avenue, pour remarquer qu'il n'a encore perdu de vote *sinon celui de sa fille*. Cependant, George Floyd est assassiné à la vue de tous par l'agent Derek Chauvin en service, alors qu'il est non armé. Faut-il remonter au Code noir remis en service de Napoléon que l'on ressuscite pour la gloire quand l'on rend l'autre délictueux de réclamer ses droits pour les sévices de l'esclave décrit sur l'île dans le Rapport F Bausman qui décrit en bref le vol des É.-U. (USA) sur les ressources mêmes minimalistes de cette République fondée sur l'honneur anti esclavagiste. Ce pays signataire de conventions a tout aussi traité ce «Juif» du Code noir à Saint-Domingue de Richelieu qui se dénie lui-même aujourd'hui en inventant une fois de plus des phobies après ses crimes sur les Noirs tenus en esclavage, et à New York dans les pancartes : «no Negroes no Jews no Dogs, no Irish, no Mexican», au milieu même du dernier centenaire. Clairement parce que les générations de victimes n'ont en collectif international ni individualisé poursuivi le coupable, le laissant libre riche de ses crimes de son patrimoine transmis aux générations subséquentes qui ravivent le crime avec une autre forme de présentation mue par la menace jusqu'au contrôle économique de la France par le

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

POÉSIE

La parole de transition

C'est toi qui l'avais choisie
 La date fatidique du 7 février
 Où on dira « ouf, il est parti »
 Douze millions d'âmes
 Avaient passé la nuit
 À célébrer ton arrivée
 Pour les deux ans de transition
 On discutait de vingt-quatre mois d'espoir
 Pour une intelligence chirurgicale des défis actuel :
 la sécurité, la dépréciation de la monnaie,
 le plein emploi, l'accès au capital
 Une complète année scolaire
 Les soucis des petits et grands entrepreneurs
 Pour leur bien-être et carrière.
 Ils s'attendaient à la relance
 Des industries et du commerce.
 Qu'on en finit une fois pour toute, à faire du surplus,
 Que soient initiés de grands travaux d'utilité nationale
 Que soit réinstauré la paix,
 Et que les victimes de la décadence
 Des quarante-cinq mille six cents jours de malheur
 Connaissent la renaissance.

Pas longtemps après ta mainmise sur le pouvoir
 Tu sembles avoir déclaré vingt-quatre mois
 C'est peu. Pour un grand commandant
 Un bon mandat c'est pour vingt-quatre ans.
 Avec tacite renouvellement
 Et le concours d'amis, d'autre gouvernement
 Venus de l'étranger avec des armes et de l'argent.

Es-tu en croisade contre tout atteinte
 Aux vœux de la bourgeoisie ?
 Par un quelconque mystère
 Aspires-tu à démontrer
 Que le pouvoir n'attire que celui
 Qui a l'intention de le garder ?
 Et prouver comme disait l'autre
 Que tout pouvoir vient de Dieu ?
 Que la démocratie est une astuce,
 Pour ensorceler les gouvernés ?
 Socrates, Démosthène, Périclès
 Makendal, Goman, Péralte, Firmin, Dumarsais
 Ces grands hommes, Ont-ils tous eu tort ?

Les 24 mois sont arrivés à terme
 La nation attend le dernier mot
 De ta parole d'honneur. Vas-tu partir ?
 Tout est prêt pour célébrer le nouveau jour.

L'oligarchie s'inquiète
 Elle demande des mitraillettes
 et l'intervention étrangère
 Pour rétablir l'ordre dans la nation
 Et les ménages en colère

Veux-tu présider sous un soleil doux et suave,
 Ou présider dans une caverne, et au milieu de
 cadavres ?

Les bateaux de transport ne rentrent plus
 Dans nos ports
 Rien n'entre, rien ne sort
 Tout le monde se dit :
 « nous aurait-il menti,
 On l'a cru. Avions-nous eu tort ? »

Les villes, on te rapporte, sont en braise.
 L'angelus ne vient plus des cloches des églises.
 A la messe on ne donne plus la sainte communion,

Il n'y a plus de farine pour fabriquer des hosties.
 La population s'est emparée du béton,
 Des boulevards, ruelles et sentiers.
 Elle a tout mis à feu et à sang.
 Elle relève la tête et le dos
 trop longtemps courbés.
 Elle réclame des armes à feu,
 La prise en charge de la défense de sa dignité,
 De sa sortie du fond de le fossé,
 Barrer les gangs, construire un canal,
 Mettre un point final à la fuite de cerveaux
 Et le déficit commercial.

Les magasins sont fermés, les hôpitaux vide
 Pas même du coton et de l'iode
 Pour nettoyer une blessure ou une dent;
 Pas de bistouri pour que les chirurgiens
 Coupent la corde qui étrangle la nation
 Plusieurs des stations d'essence
 Sont loin d'être approvisionnées.
 Là où il y a approvisionnement,
 Le prix est très élevé.

Le pays a perdu la joie de vivre
 Les écoles n'ont plus de quoi enseigner l'écriture.
 Les enfants ne jouent plus dans les rues.
 Chez eux, dans leur cours il n'y a plus de rire
 Les foyers chagrinent, le bonheur s'est tari
 Dans les beaux quartiers,
 Les immondices s'entassent
 Dans les moins beaux,
 les chiens mangent des carcasses,
 Et les porcs font des couinements près des cadavres,
 Et les chèvres broutent des feuilles de papier d'emballage.
 Les manifestations sont tangentielles à la haine

L'oligarchie s'inquiète
 Elle demande des mitraillettes
 Et l'intervention étrangère
 Pour rétablir, dit-elle, l'ordre dans la nation
 Et les ménages en colère

Devrions nous conclure
 Que toutes nos attentes furent
 Conçues en vain ?
 Même tes promesses
 De traiter le procès PetroCaribe,
 L'assassinat qui offusque tout le monde,
 Mater les gangs et les démasquer ?
 La rumeur circule que tu les armes, et les finances,
 Que c'est chez toi qu'ils se rendent pour les soins
 médicaux.
 Une rumeur qui n'est pas démentie,
 Comme la résurrection, devient une vérité
 Tout le monde te demande : « as-tu menti ? »
 Ou obéis-tu à un ordre contraire
 À l'intérêt national, plus fort que ton caractère
 Et conforme à certaines ambitions
 Et un plan macabre contre la nation ?

Par des promesses et des astuces,
 Sans faire usage d'une force manifeste,
 Tu as mis tes hommes en place.
 Dans les postes où on contrôle les espèces
 Une fois entre tes mains,
 Tu es devenu celui qui paie.
 À cause de la générale souffrance,
 Tu achètes à bas prix l'obéissance.
 Tu trouves des dinosaures
 Qui te lèche les bottes
 Et acceptent que tu enfonces

Deux doigts dans leurs yeux
 Les aveugler
 Pour qu'ils n'aient rien à dénoncer

Les bruits de sandales ou des pieds nus
 Qui encombrant les rues
 Ne peuvent en rien inquiéter ton statut
 Après nous, c'est nous, est ton refrain.
 Dèyè mòn, gen mòn
 Chez nous le pouvoir est à vie.
 Avec l'aide de l'international
 Pour le commandement

Pardonne l'erreur ! les diplômés comptent mal.
 Ils apprécient que le pouvoir
 Ne se transfère pas dans la paix;
 Mais à coups d'orage et d'éclairs.
 Il se maintient à coup de tonnerre.
 Les diplômés sont aussi attachés
 Aux livres censurés
 Qui disent que ce n'est point final
 Quand un accord négocié dans le sang est signé.
 Point par point ! Il doit être respecté

La police nous dit avoir reçu l'ordre de tirer
 De gazer et d'arroser les barricades
 D'eau acidulée qui brûle la peau.
 Expérimentés à protéger des chefs
 Mineur, généraux, prêtre, musicien, docteur
 Les commissaires ordonnent:
 Frappez fort, faites que les pieds nus,
 Les torsos nus ressentent les bousculades,
 La rigoise, le coco-macaque, et les bastonnades !
 Mettez le feu ! Si vous êtes menacés,
 Faites que les rues sont couvertes de sang
 Que ceux qui les traversent retroussent leur pantalon

Les contrebandiers, affairistes,
 Craintifs face aux crimes qu'ils ont perpétrés,
 Sollicitent un visa vers des pays étrangers.
 Où ils n'ont plus rien à craindre et à payer

Le médecin, les patrons, l'église ont parlé
 Les ordonnances sont prescrites
 Pour les maux de têtes
 le médecin prescrit le Tylenol,
 Une tasse de thé de verveine,
 Et des gouttes d'huile de ricin sur la tête.
 Pour écraser les manifestations:
 C'est la prière, le bâton, et les élections.

Mettez en marche la propagande,
 Pour les jeunes avec l'espoir aux yeux ;
 Les vieux eux, ont trop vu.
 Il leur faut une oraison funèbre.

Faites l'éloge des promesses que font les candidats
 Même s'ils sont des candidats recyclés,
 Et leurs discours et promesses désabusés !
 L'électorat a la mémoire courte.
 Pour les bulletins de vote pas de soucis
 Nous les remplirons sans piper mot.
 Faites que les revendications
 Soient toujours remises à un demain hypothétique!
 Après toute propagande il ne faut surtout pas
 oublier
 De dire amen, ou ! Ainsi soit-il !
 Comme dans une messe qui prend fin
 que l'on se prépare à recommencer.
 William Savary
 Ghana, janvier 2024

Chers concitoyens et amis de partout, Dearcompatriots and friendseverywhere, Frè m aksè m toupatou,

Je suis plus que satisfait de me retrouver en votre compagnie, cette année encore, pour parler du mois de l'histoire des Noirs, et de tout ce que nous devons apprendre de cette aventure extraordinaire, qui est aussi celle du genre humain. Le fait qu'un mois de l'an-



Black History Month

née soit désigné comme mois de l'histoire des Noirs suggère qu'il y a beaucoup à savoir sur l'existence de notre espèce. C'est dans l'histoire des Noirs que se trouvent les réponses à plusieurs questions millénaires. Nous atteindrons tous une nouvelle sagesse le jour où cette histoire sera vraiment connue. Le mois de l'histoire de cette espèce humaine a été assez récemment conçu, dans le but de souligner la présence et les contributions d'une race méconnue au passé obscur. C'est pour cette raison que le mois de l'histoire des Noirs se concentre sur les Noirs des temps modernes, une infime partie de cette catégorie humaine.

Aujourd'hui, s'il faut parler de l'histoire des Noirs, en nous éloignant des stéréotypes mesquins et malhonnêtes, qui ont longtemps servi la cause du colonialisme occidental, nous devons, d'abord, admettre que l'expérience de cette race transcende les continents, et ne cessera de déranger ceux qui se complaisent dans les préjugés et l'imposture. Il est clair que le mois de février de chaque année est loin de suffire pour couvrir tous les aspects de l'expérience de la race noire sur cette planète. Je crains donc que ceux qui ont pensé à dédier ce mois à l'histoire des noirs n'aient commis l'erreur de croire que l'histoire de cette race a commencé avec l'esclavage. Si l'Afrique est le berceau de l'humanité, si les arts, la science et les sociétés organisées prirent naissance sur le continent africain, l'histoire des noirs ne peut tout simplement pas être l'affaire d'un mois.

L'histoire des Noirs fait, en effet, état d'événements que la colonisation et l'esclavage ont savamment falsifiés, pendant des siècles. Aujourd'hui, les preuves

scientifiques ont établi, au-delà de tout doute que l'Égypte du temps des pyramides fut noire. Ce genre d'informations sa place dans nos salles de classe. L'histoire des Noirs est, hélas, un espace de temps de patrimoines usurpés, et de braves visionnaires lâchement assassinés. Pour se retrouver, ce peuple noir a besoin de découvrir sa vraie histoire, et d'y croire. On ne peut pas parler de l'histoire de la race noire sans faire mention d'Haïti, le premier État noir du Nouveau Monde. L'un des principaux acteurs de l'indépendance d'Haïti étant une ancienne guerrière du royaume du Dahomey (aujourd'hui Bénin) qui, après avoir été capturée et réduite à l'esclavage, utilisa sa superbe formation militaire pour contribuer au façonnement des troupes qui mirent en déroute les soldats de Napoléon, à l'époque détenteur de la plus puissante armée de l'univers. Nous avons ici une manifestation de l'Afrique et de ses royaumes détruits par l'imaginable brutalité de la colonisation et de l'esclavage. L'histoire de notre pays fournit à quiconque s'intéresse à l'évolution de la race humaine, en général, et des Noirs, en particulier, de gigantesques héros et héroïnes, ainsi qu'un authentique hommage au concept de la liberté et des droits humains.

En terminant, je vous souhaite, à tous, un mois de février plaisant et sécuritaire. Prenez soin, les uns des autres. Quoi que vous fassiez, pensez à HAÏTI.

Distinguished compatriots and friends everywhere,

I am immensely pleased finding myself in your company again this year as we speak about Black History Month and everything there is to learn about this extraordinary adventure which happens to be that of our species. If one month of the year is dedicated to the existence of the black race, that means we still have much to learn about ourselves as a species. In Black History, the answers to so many questions have been lingering for millenia. We will acquire a brand new wisdom the day we truly know that history. Black History Month, is a relatively recent tradition that intends to acknowledge the presence and contributions of a race whose past is, somewhat, obscure. This is why Black History Month concentrates on stories about people and events of relatively recent times. This constitutes but a minute part of the story.

First and foremost, I must say that the month of February is far from providing enough time to cover all aspects of the experience and contribution of the black race on this planet. I am somewhat

concerned that those nice people, who thought of dedicating this month to the history of the black race, might have made the mistake of believing that said history began with colonization and slavery. If Africa is the cradle of hu-



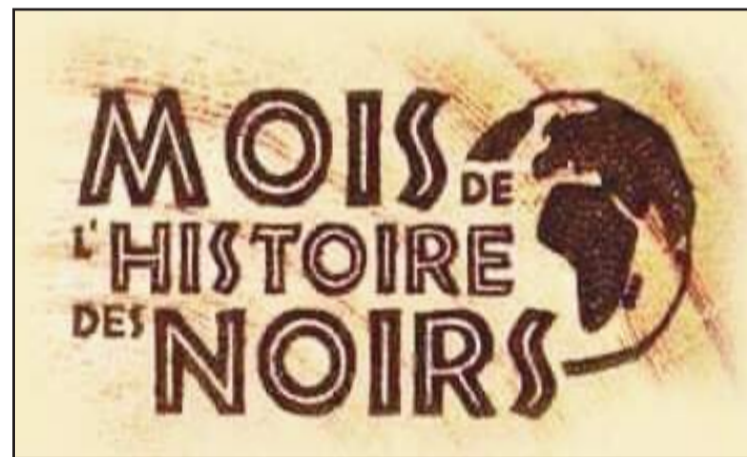
manity, if art, sciences and organized societies were born on the African continent, Black History simply cannot fit inside one month.

Black people's history is, indeed, a history that colonization and slavery have methodically fal-

tered. What we have here is a manifestation of Africa and its kingdoms that have been destroyed by the unimaginable ruthlessness of colonization and slavery. Our county's history provides anyone interested in the evolution

of the human race in general, and of the black race, in particular, with gigantic heroes and heroines, as well as a genuine homage to the concepts of freedom and human rights.

In closing, I wish you all a safe and pleasant month of February.



Black History Month

sified for centuries. Today, science has proven beyond every doubt that the Egypt of the pyramids was black. This kind of information belongs in every school book and every classroom now. The history of the black race is, obviously, a painful story of stolen achievements, and relentlessly murdered brave visionaries. Black people need to discover their history, and believe in it in order to get their self-esteem back.

One cannot speak about the history of the black race without mentioning Haiti, the New World's first black State. One of the main actors of Haiti's independence being a former amazon from the kingdom of Dahomey (today's Bénin) who, after being captured and forced into slavery, used his superb military training to contribute to the fashioning of the troops that defeated Napoleon's soldiers, at the time the leader of the most powerful army on the

planet. Take care of yourselves, and look out for one another. Whatever you do, remember HAÏTI.

Frè m, sè m akzanmi m yotoupatou

Mwen satisfè anpil dèske m twouve m anans avèk nou, anesa a ankò, pounou pale de mwaistwanwaavèk out sanouwe aprann sou avanti ekstraòdinè sa a ki, nan menm tan an, se avanti tout ras-mounsouè a. Si gen yon mwa nan ane a kikonsakrepouistwaraswa, savle di nou ennpilbagay-pounouaprannsouegzistansespè-nou an. Se nan istwaraswa ap jwenn repons poukesyon ki poze depi anpil milye ane. N ap gen yon sajes tounè fle jounou gen konesans istwa sa a tout bon vre. Tradisyon mwa istwa nwa a, se yon tradisyon ki kòmanse sa pa fèlontan, nan entansyon rekonèt-prezans avèk kontribisyon yon ras moun ki gen yon pase ki chaje ak mistè. Se pou sa mwa istwanwa

yo konsantre sou nwa tan modèn yo. Sa a se sèlmanyon ti moso nan istwa a.

Anvan m ale pi lwen, fò m di mwafevriye a pokoprèt pou l sifi pou l kouvri tout aspèksperyans-mounnwa sou planètla. Mwen gen enpresyon moun ki te deside chwazi mwa fevriye a kòm Mwa Istwa Moun Nwa a, te konsidere istwa moun Nwa tankou yon istwa kikòmanse avèk kolonizasyon epi esklavaj. Sa se bon erè. Si Afrik se bèso limanite, si lasyans, travay atis epi sosyete òganize te pran nesans sou kontinan afriken an, istwa ras nwa a pakapabyon ti bagay pou yonmwa

Istwa ras nwa a se yonist-waesklavajavèkkolonizasyonpran tout tan yo pou yofalsifye l pandanplizyèsyèk. Jodi a, lasyanspwouvenouEjipisyenki t apviv nan tan piramidyo te mounnwa. Pa gendout nan sa. Enfòmasyonkonsadwegenplas li nan tout lekòl. Istwa ras nwa a se istwaanpilpatrimwannyoovòlèpianpilvizyonèvanyanyoansasi-nensanpitye. Fòpèpnwa sa a aprannvrèistwal pou l ka rebran-bonjanrespè pou tèt li.

Noupa pale de istwa ras nwasannoupa pale de Ayitiki se premyeEtanwa nan Nouvo Mondlan. Youn nan aktèki pi enpòtan nan endepandansAyiti se yonfanmki te yonansyensòlda nan lame wayòm Dahomey (Benenkounye a). ApreBlanyo te kaptire li epifè l tounenesklav, li te itilizekonesansmilitè li pou l te fòmebonjansòldakitapral bat sòlda lame Napoleonyo, ki te chef lame ki te pi fò nan moman sa a nan momn nan.

Sa a se yon manifestasyon Lafrikavèkbèlwayòm li yo. Noupa menm ka imajinebritalite-kolonizasyonavèkesklavajitilize pou yodetwiwayòm sa yo. Tout mounkientere nan istwaras imèn nan anjenralepi ras nwaan-patikilye, Ayitiofryoopòtinite pou yofèkonesansakkèkgwokokenn-chennewoavèkewoyin. Epi yokapab tourannyonmaj tout bon akbèldeyal sa yoki se libèta-vèkdwmoun.

Pou m fini, m apswetenou tout yon bon mwafevriye. Pran swen tèt nou. Younveye sou lòt. Kèlkeswa sa n apfè, sonje AYITI.

MERCI DE VOTRE ATTENTION!

THANK YOU FOR YOUR ATTENTION!

MÈSI POU ATANSYON NOU !

Lesly Condé
Ex-Consul Général d'Haïti à
Chicago
(26 août 2004 - 25 mai 2018)

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN!

Lè w annafè ak gang, ou pakonn kilè y ap pote w move kou !

Sitiyasyon Ayit idepidat 29 fevriye ki sot pase a, dizon depi 2 semèn, se youn sitiyasyon nou pa t janm atann. Kounnye a, nou pakonnen kilès k ap gouvènen. Premye minis de fakto yo bay pou Ariel Henry a (Aryèl Anri) pa ka met pye nan peyi li sanse ap dirije a. Minis Finans ak Ekonomi a, Patrick Boisvert (Patrik Bwa vè), ki sanse ap kenbe mayèt la pou Premye minis la pandan li deyò peyi a, pa vrèman an kontwòl anyen. Se gang k ap fè e defè, ki menm pare pou monte gouvènman pa yo ann Ayiti. Jan nou tande l la.

Mwen pral ban nou otan de detay ke m jwenn sou sitiyasyon an, men m pa ka di bagay yo pa p chanje nan moman n ap li sa m ekri a, paske se depi nan dimanch, 10 mas mwen te ekri istwa sa a. Antouka, men sa nou pran nan bon ti mamit, Ameriken oblije fè younkoub yo pa t vle fè nan kesyon Ayiti a. Dimanch pase a, 10 mas, lontan anvan douvajou, solda Marin ameriken debake annAyiti, abò elikoptè pou y al bay anbasad yo a, nan Taba, nan Pòtoprens, plis sekirite, epi pou retire tout anplwaye ki pa vrèman nesèsann Ayiti kounnye a, vini avèk yo bò isit, Etazini.

Sa se youn gwo desizyon, paske gouvènman ameriken an te di li p ap voye solda annAyiti pou yo pal nan okenn konfwontasyon ak gang ki bla yi toupatou. Men kòm gang yo rantr nan Taba, nan zòn kipatwò lwen anbasad la, otorite nan Depatman Deta, nan Wachintonn, gwo mesye yo ki anchay politik etranje Etazini, deside yo pa ka pran chans

kite anbasad la san gwo pwoteksyon. An plis de sa, yo pa ta vle pou gang met lapat sou kèk Ameriken k ap travay pou gouvènmanan epi mande milyon dola pou lage yo.

Aryèl Anri, gwo mantè, kontinye nan bay manti

Se vre ke se depi dat 29 fevriye a ke gang yo lanse ofansiv sa a, k resi atire atansyon lemond antye. Kòm noukonnen, se nan dat sa a ke yo te atake ayewopò Toussaint Louverture (TousenLouvèti), ki se dezièm ayewopò entènasyonal nan peyi a apre ayewopò Kap Ayisen. La tou, tout kontak avyon ak peyi aletranje bloke, paske tout konpayi ki gen avyon yo pa pran chans voye avyon ann Ayiti. Bagay ki pi rèd, menm Premye minis de fakto a, ki te aletranje tou bloke lòtbò dlo. Epi la tou, nou tande youn pawòl nan bouch prèske tout mounn : « Deyò, deyò nèt ! » Se pwent y ap voye bay Aryèl.

Jan nou konnen, depi fen mwa fevriye, Aryèl te vwayaje pou l al nan peyi Guyana pou asiste konferanschêfde tagwoup CARICOM nan ki te reyini nan Georgetown, kapital Guyana, de 25 a 28 fevriye. Okontrè pandan msye te lòtbò a, li pwofite bay youn lòt manti jan l abitye fè a. Li pwomèt pou gen eleksyon jeneral annAyiti nan dat 31 out (dawou) 2025. Kivedi li pral renmèt pouvwa a nan dat 7 fevriye 2026. Antouka se pa mwen l ap fè plezi, paske tout mounn konnen 31 out se fèt nesans mwen, donk Aryèl pral

fè eleksyon menm jou a. Sa pra l fè m anpil plezi, pa vre ? Konnen msye pa konn ki mounn mwen ye. M abitye dekouvri tout amatè mantè.

Se pa nan bouch ase Aryèl lte manti a, li te siyen l tou epi li te menm fè pibliye l nan journal ofisyèl Leta a, ki rele *Le Moniteur*. Wi, msye te siyen sa yo rele « Akò 21 desanm 2022 a », kote li te fè sèman pou eleksyon te fèt nan lane 2023 a, epi nan dat 7 fevriye 2024, ki sot pase a, li te pral renmèt pouvwa a bay prezidan ak tout ekip pèp la te chwazi nan eleksyon yo.

Okontrè, pou msye te montre seryozite l, li te monte youngwoup 3 mounn ke l te rele « Haut Conseil de la Transition » an franse, ke se Madan Mirlande Manigat (Milann Manniga), ki te prezidan l, ki te reprezante pati politik yo. Te gen pastè Calixte Fleuridor (KaliksFleridò), prezidan Fe derasyon pwotestan an, ki te reprezante sosyete sivil. Epi Laurent Saint-Cyr (Loran Sensi), ki se prezidan Chanm konmès Ayiti a, t ap reprezante tout mounn ki nan biznis.

Msye te pran anpil mounn nan pèlen an, paske yo te di li resi fè youn bagay serye. Men nou menm, nou pa t pran nan gwo non k ap touye ti chen an. Menm semèn anons

la te soti a, nou te ekri pou n di se pa okenn « Haut Conseil de la Transition », men « Haut Conseil de la Transition ».

Enben, tout lane 2023 a te pase, okenn eleksyonpa fèt. Madan Manniga te menm pote youn kabouya, li pale san fè okenn rezèv, li di Premye minis la pa fè anyen nan sa l te gen pou l fè pou òganize eleksyon yo, jan li te sèman pou sa fèt. Rive 7 fevriye 2024, yo pa bezwen konte sou li, l ap mete chay HCT atè. Kanta pou prezidan Federasyon pwotestan an, Kaliks Fleridò, li te resevwa youn lèt gwoup pastè pwotestan yo, ki te mande l bay demisyonl nan HCT a. Nou pakonnen si l te fè sa. Men nou pa konnen ki mesaj Loran Sensi te resevwa nan gwoup li te reprezante a, kivedi mesye dam ki nan biznis yo. Men asire man pagen HCT ankò, menm jan pagen okenn branch gouvènman ki an fonksyon vre. Tout gwo otorite nan kache.

Aryèl Anri ap pwofite vwayaje antan ke gran vwayajè devan Letènèl

Se konsa nou vin tounen ak Aryèl Anri. Soti msye te soti nan bay manti nan konferans CARICOM nan, li pa tounenAyiti, li pik toudwa ale nan peyi Kenya, kote nou te wèm sye nan kapital peyi a, Nairobi, ansanm ak prezidan Kenya a, William Ruto, epi msye ap suiv kote siyati dokiman pou mil (1 000) polisye Kenya vin Ayiti pou ede Polis nasyonal la batay kont gang.

Vwala ke se menm jou 29 fevriye li te rive nan peyi Kenya a ke gang yo te louvri gwo zam sou ayewopò entènasyonal Toussaint Louvertu

andefi pou l tounen annAyiti. Bagay yo tèt anba vre lè nou wè se Jimmy Chérizier, chef gang ki gen ti non Barbecue (Babekyou) a, k ap pale nan mikwo, bay entèvyou, kote l di : « Si Aryèl tounen la a, n aparete l. Bagay pi grav ka rive l' ».

Alò, nou di babay Pre mye minis de fakto. Men msye pa aksepte pou yo fèmen l deyò konsa. Li deside li pra lrantr nan peyi l pou l montre yo fòs li. Li pran avyon, lu an tre Etazini. De Etazini, msye te kwè li te ka konvenk gwo zan mi ameriken l yo pou yo mete avyon ak solda ameriken adispozisyon l pou rantrea vè l ann Ayiti. Sa pa mache, paske gouvènman ameriken an pa pare pou solda ameriken rantr Ayiti pou twoke kòn ak gang.

An palan de sa, msye man ke pran Bwa Kale. Si l te de sann Sendomeng epi yo te mennen l Okap nan elikoptè, jan yo te ranje sa, pou l te rantr Ayiti kanmenm, sa te pral pase mal pou li. Paske lè mounn Okap te pran nouvèl konplo yo fè a pou mennen l Okap la, yo te gentan pare pou yo bal Bwa Kale nan ayewopò a menm.

Se konsa Aryèl Anri rete Porto Rico. Epi lè Ayisyen nan San Juan tande se nan lotòl Marriott li te ye, yo gentan vin fè manifestasyon devan lotèl la vandredipase, 8 mas la. Avèk drapoble e wouj yo de plwaye, yo di byenfò : « Demisyon w pou w bay ! » Epi yo deklare msye « Persona non grata ! » Bay talon w ! »

Vwalakijanswadizan « Chef Suprême » Ayiti a vin tounen sa yo releyoun « Refugé ambulante ! » Li la jodi a, men lpa konnkibò li praldòm le landmen. Epi pawòl Ayiti a, keprèske tout mounnaprete, sanbla vè lè yo deklare « Deyò, Deyò ».



DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
 ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
 PRACTICE
 182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
 Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

TASTE THE ISLAND
 Haitian Bakery & Restaurant
460 Peninsula Blvd.
 Hempstead, New York 11550
 516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
 Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
 Friday 10:00 am - 10:00 pm
 Saturday 10:00 am - 10:00 pm
 Sunday 10:00 am - 5:00 pm

HAPPENINGS!

Continued from page 1

speaking in Creole, from nowhere, addressing “My brothers and sisters.” In a speech, lasting two minutes and 41 seconds, I did not hear him use the word “resign.” However, he unquestionably admitted that he would be ready to do so, as soon as a new team is chosen to lead the country out of the extremely dangerous and gloomy situation in which it is.

In short, he said, “*The government of which I am in charge will cede the place when the 7-member presidential council now being chosen is inaugurated and a Prime Minister is chosen.*”

In a way he indirectly admits failure during his 32 months in power, since the syndicate of Western ambassadors, in Port-au-Prince, known as the CORE Group, installed him, in a tweet, as Haiti’s Prime Minister. That was on July 20, 2021, following the assassination of President Jovenel Moïse in the wee hours of July 7, in the overly secured private residence of the head of state, in the secluded neighborhood of Pèlerin 5, in the heels above the upscale Port-au-Prince suburb of Pétienville. He states: “*Haiti needs peace. Haiti needs stability. Haiti needs enduring development. Haiti needs development of democratic institutions.*”

Considering what’s happening in Haiti now, Ariel Henry failed in the mission entrusted him by his foreign bosses, who should be blamed also for Haiti’s complete instability, due to the multiplicity of gangs under the watch of their man in

Haiti. After all, they’ve been around while the gangs gained control of 80% of the capital, according to a UN report. They’ve become more powerful than the Haitian National Police, which lost many of its officers, victims of gangs, who have also occupied several police stations and destroyed key institutions in and around Port-au-Prince, such as two major penitentiaries, freeing more than 4,000 inmates, including some dangerous gang leaders.

Also, the country has been cut off from the outside world, when the gangs attacked the international airport in Port-au-Prince, forcing cancellation of all flights to the Caribbean island nation. Interestingly, last Sunday, March 11, long before daybreak, the U.S. dispatched Marines aboard helicopters from the Southern Command, in Florida, to evacuate non-essential personnel and reinforce security at the American Embassy in Tabarre, an upscale neighborhood of Port-au-Prince which has come under gang attack. Several other countries, especially on the European Union, have surreptitiously used helicopters to transport their ambassadors and personnel to the other side of the border, for their safety in the Dominican Republic.

Finally, Ariel Henry’s foreign backers woke up. Hypocrisy about Elections

It has taken the current mayhem for the foreign supporters of Dr. Henry to finally acknowledge that he’s the stumbling block in finding a possible solution for the multifaceted crisis that has wors-

ened since their man has been in charge.

No attention was paid when Dr. Henry, blaming gangs, failed to organize the elections in November 2021, as mandated by the Constitution, so a president could have been inaugurated on February 7, 2022. At that time, the gangs, which had established their headquarters in Martissant, the southern suburb of Port-au-Prince, inhibited vehicular traffic between the capital and four of Haiti’s 10 geographic departments, as the mini states are called.

Instead of moving against the Martissant gangs, the Prime Minister folded his arms as the gangs spread, isolating the capital from the northern departments, as well as from the Central Plateau. Spectacular kidnappings for ransom inside churches, of American and Canadian Protestant missionaries, of foreign and Haitian Catholic clergymen, nuns and others, eliciting reactions even from the Pope, failed to get the attention of the Prime Minister.

Not many understood that the gangs furnished Dr. Henry the pretext for not organizing elections. And he kept repeating that only through elections will the people choose the president to whom he’ll transfer power. Agreeing with him, are some top officials, including Brian Nichols, Assistant Secretary of State for Western Hemisphere Affairs, the Ecuadorian diplomat Maria Isabel Salvador, Special Representative of the UN Secretary-General and Head of the United Nations Integrated Office in Haiti (BINUH) by its French

acronym), and US Chargé d’Affaires in Haiti, Ambassador Eric Stromayer. The last two repeated the mantra of elections in the past six months.

There was no comment on their part when, last February 7, Dr. Henry didn’t transfer power to an elected president, as he had promised when he signed the December 21, 2022 Accord in which it’s stipulated that 2023 would be an election year to make that possible. To show his determination, Dr. Henry had even set up a three-member High Council of Transition (HCT), headed by former Senator and First Lady Mirlande Manigat. We were not among those who praised the good doctor for his seriousness in coming up with his HCT. In fact, the same week that the announcement was made, we wrote: “*It’s not the High Commission of Transition, but the High Commission of Treason.*”

As the year 2023 drew to a close, even Mrs. Manigat blew up and publicly denounced the Prime Minister for not having done anything to organize the elections during 2023. Consequently, by February 7, 2024, she said she wouldn’t be around at any HCT.

A last promise of elections to bamboozle top officials of CARICOM

Despite his failure to organize the last elections, Dr. Henry continued to bamboozle even top Caribbean officials at the CARICOM conference of heads of state, in Georgetown, Guyana, held last February 25-28. He promised that elections will be held on August 31, 2025, which would make it possible to transfer power on February 7, 2026.

Apparently, that was Ariel

Henry’s last of his unfulfilled promises. He won’t even be around to benefit of what he did after he left that CARICOM conference to go directly to Nairobi, Kenya, to sign the accord with Kenyan President William Ruto, for the policemen of that country who would be the lead group in the non-UN Multinational Security Support (MSS) mission, approved last October by the UN Security Council to go to Haiti to help combat the gangs. Reportedly, there’s no certainty that the Kenya-led “saviors” will really make it to Haiti, whatnot with opposition to the mission in Kenya’s political circles and in the judiciary. And the financing of the mission, despite promises of additional funding, is yet to be secured.

Now, the future of Haiti rests with the CARICOM leaders who began meeting on Monday, March 11, in Kingston, Jamaica, with the international bigwigs from other countries, such as Canada, France and the United States. It is a very important meeting, with US Secretary of State Antony Blinken participating. But still in Puerto Rico, there’s no Ariel Henry in Kingston. Neither other Haitian officials, who can’t leave the country which isolated from the rest of the world. That’s where decision will be taken on who will be among the seven forming the Haitian presidential commission, to undertake the mission of bringing peace and stability in Haiti, so that elections can be held, to allow the Haitian people to exercise their rights in choosing the leadership which, eschewing corruption, will work for enduring development of Haiti, which is totally devoid of democratic institutions.

RAJ

raljo31@yahoo.com



NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Ariel Henry n'a pas encore démissionné, mais il ne dirige rien

La nouvelle qui fait la une depuis lundi soir, vers minuit, c'est la démission d'Ariel Henry. Pas encore. Selon lui, « le gouvernement que je dirige continuera à « gérer les affaires courantes », jusqu'à ce que le « Conseil présidentiel de 7 membres » soit en place et ait choisi un Premier ministre. Tel qu'annoncé, depuis lundi, 11 mars, de hautes personnalités de la CARICOM, dont des chefs d'État, de concert avec des officiels de certains pays tuteurs, dont le Canada, la France et les États-Unis, sont en conférence à Kingston, la capitale de la Jamaïque, en train de décider l'avenir d'Haïti, à l'instar du CORE Group, ce syndicat d'ambassadeurs occidentaux à Port-au-Prince, qui, via un tweet, avait nommé le neurochirurgien Ariel Henry, Premier ministre, assumant aussi le rôle de président de la république. Que le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, se soit déplacé pour être aussi à Kingston, on croit comprendre qui mène le jeu.

À noter qu'Ariel Henry est absent à Kingston, ainsi que d'autres personnalités haïtiennes qui devraient s'y trouver, mais empêchées, Haïti étant isolé du reste du monde, de puis le 29 février, quand l'aéroport Toussaint Louverture avait été mis hors d'usage par les gangs qui avaient lancé l'attaque affectant l'aéroport international, ainsi que celui de Guy Malary d'à côté, desservant la clientèle locale. Toute fois, d'Haïti étant certains ont pu participer par une connexion au zoom, à certaines des délibérations, mais le Premier ministre, en tant que réfugié ambulatoire, toujours à San Juan, Puerto Rico, n'a pas été au rendez-vous.

Et d'ici et de là, les l'on se positionne pour ou contre le Conseil présidentiel. Par exemple, les signataires de l'Accord du 21 décembre et leurs alliés ont lancé un « appel urgent à la

CARICOM, » en trois langues, anglais, français et espagnol, dans lequel ils peignent un tableau sombre de la situation en Haïti et demandent de hâter leur décision et de ramener le Premier ministre au pays,

Ce serait une grave décision si l'on devait rendre possible le retour du premier de facto, publiquement menacé d'arrestation ou pire, par Jimmy Chérizier, dit Barbecue, qui, de concert avec d'autres chefs de gangs, proposent Guy Philippe comme président provisoire. Et d'autres d'avancer une formule axée sur la Constitution haïtienne, proposant un/une juge de la Cour de Cassation comme président/e provisoire.

En tout cas, en Haïti, la solution du « Conseil présidentiel » ne trouve pas d'accueil chaleureux. Et comme Ariel Henry affirme que le gouvernement qu'il dirige, depuis plus d'un mois, sous le contrôle intermédiaire du ministre des Finances et de l'Économie Patrick Boisvert, continuera à gérer les affaires courantes, que fera-t-on du Premier de facto? Continuera-t-il à dicter à distance les décisions à prendre au pays et à percevoir ses émoluments de l'exil étant?

Entre-temps, on se demande si l'on ne devait pas utiliser



Maria Isabel Salvador, cheffe du BINUH et représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU en Haïti.

les bons offices de Guy Philippe, pour entreprendre des né-

gociations avec les gangs avant l'arrivée d'une force étrangère quelconque au pays.



Chargé d'Affaires des États-Unis en Haïti Eric Stromayer.

Car, il est évident que cet ancien officier des Forces Armées (FAd'H) ainsi que directeur de Police aurait une certaine influence dans ce secteur-là. À méditer.

*Un coup d'œil dans l'entourage de Donald Trump

Ce n'est pas une bonne nou-



L'ex-président Donald Trump

velle pour le candidat républicain, aux présidentielles de novembre. Un de ses proches associés est condamné à la prison.

Il s'agit de Peter Navarro, un conseiller de l'ex-président lors qu'il était à la Maison-Blanche qui, le lundi 11 mars, a été sommé par la Justice, de se présenter à la prison fédérale de Miami, le 19 mars, où il sera interné pour quatre mois.

CBS, qui a eu la primeur, indique que cette action remonte aux élections de 2020, contestées par Donald Trump, alors que son vis-à-vis, le can-

didat démocrate Joseph Biden était victorieux avec une avance de sept millions de voix.

Navarro avait passé outre les demandes des investigateurs du Congrès, qui l'avaient convoqué pour s'enquérir du plan qu'il avait concocté pour faire retarder la certification des résultats du vote, sans doute pour permettre leur falsification.

En effet, trouvé coupable, lors d'un procès l'année dernière, disant qu'il n'avait pas obtempéré aux demandes des investigateurs du Congrès, parce qu'il croyait qu'il était protégé par les privilèges de l'Exécutif. Le juge chargé du procès trouvait que l'argument de Navarro n'était pas valide et l'avait rejeté d'un revers de main. Et maintenant, il doit écouler sa peine, quand bien même il aurait interjeté appel.

Sans doute, cette action est prise à la veille des prochaines élections où les mêmes candidats de 2020 vont se colleter et l'on voudrait avertir les fauteurs de troubles qu'ils seront sous surveillance.

*Et le président Biden sort indemne d'une investigation du Congrès

Hier, mardi, 12 mars, le président Biden attirait l'attention lors d'une séance du Comité judiciaire de la Chambre basse, qui compte une majorité de dé-



Président Joe Biden

putés républicains. Voilà qu'il a été exonéré des accusations portées contre lui.

En effet, les députés républicains ont criblé de questions l'ex-conseiller spécial Robert K. Hur, afin d'établir comment a-t-il pu exonérer le président dans son rapport de 345 pages, concernant la négligence manifeste du président quand, en tant que vice-président, il avait retenu des documents et notes dits « classifiés » chez lui. Comme pour dire qu'il serait pareil à Donald Trump qui, lui aussi, avaient emporté des milliers de documents de la Maison-Blanche et est poursuivi par la Justice.

Alors, Robert Hur a fait remarquer que dans le cas de l'ex-vice-président, maintenant président Biden, il se peut qu'il eût oublié les documents, mais il s'est vite conformé pour les retourner aux agents fédéraux qui avaient toute la latitude afin d'entreprendre des fouilles chez lui, se conformant ainsi aux règlements.

Bien que le nom de Trump n'ait pas été cité, on ne saurait pas penser à tout ce qu'il a fait des documents qu'il avait subtilisés de la Maison-Blanche, quand il avait laissé les lieux en janvier 2021. Pre mièrement, il avait tout fait pour ne pas les remettre et il a eu une descente des lieux chez lui, à Mar-a-Lago, par les agents fédéraux (FBI). Et selon des reportages, il aurait même monnayé certains des documents. L'enquête se poursuit.

Dans l'après-midi d'hier, la Maison-Blanche devait déclarer que le président a été « blanchi » suite à l'investigation concernant sa façon de traiter les documents classifiés, parce que Monsieur Hur eut à dire qu'il « ne s'agit pas d'exonérer Biden ». Et l'on dira que ça a été à l'honneur du candidat durant cette année électorale. Comprendra qui voudra.

Pierre Quiroule II
raljo31@yahoo.com

L'ACCORD DE RÉCIPROCITÉ SÉCURITAIRE SIGNÉE ENTRE ARIEL HENRY ET LE PRÉSIDENT WILLIAM RUTO

Aucune garantie que les policiers du Kenya seront déployés en Haïti

Suite de la page 1

tionale, le CORE Groupe piloté par le Département d'État secondés par les dirigeants de la CARICOM.

Qui prendra charge du suivi des négociations pour le déploiement des policiers kenyans?

Bien que le président du Kenya, William Ruto, ait signé, avec Ariel Henry, le protocole d'accord l'habilitant à honorer sa promesse avec la communauté internationale, notamment les Nations-Unis, les États-Unis, le Canada, ainsi que les pays s'étant portés volontaires à cette mission, n'ont toujours pas l'affaire dans le sac. Malgré les dernières promesses du président Ruto faisant croire, au moins 400 poli-

ciers sont déjà entraînés et fins prêts pour être déployés en Haïti, rien n'est encore sûr. Car l'accord signé n'offre aucune garantie que la Cour de justice, qui avait arrêté net l'envoi de policiers du Kenya en mission en Haïti, pour se battre contre les bandits, aux côtés des policiers haïtiens, rendra une décision favorable au document si gné que soumettre le gouvernement de M. Ruto.

Le demandeur dans le procès contre le déploiement se prépare pour une autre attaque

En effet, l'avocat Ecuru Aucot, qui avait lancé une attaque en justice contre le gouvernement du président kenyan dénonçant l'illégalité du déploiement des forces de sécurité du Kenya, policiers et militaires est illé-

gales. La plus haute instance judiciaire du Kenya a été saisie de cette affaire, argumentant que les forces militaires et policières du Kenya ne peuvent être envoyées en mission à l'étranger sans l'existence d'un accord de coopération avec un tel pays, en l'occurrence Haïti. Le tribunal kenyan avait rendu son verdict au mois janvier de cette année donnant raison à M. Aucot.

Après que la justice kenyan eut rendu sa décision, l'avocat du gouvernement avait déclaré que les accusés n'étaient pas prêts pour défendre leur cause. Selon l'avocat de la défense, celle-ci avait été trop vite en besogne, insinuant que M. Ruto et ses alliés avaient mis la charrue devant les bœufs, ajourant qu'ils auraient de l'avoir en leur possession ce document réclamé par la Cour.

Ecuru Aucot promet de rebondir au Tribunal

Immédiatement après la signature de l'Accord et que les deux parties jubilaient par rapport à la signature du document, Ecuru Aucot s'est prononcé contre cette dernière initiative.

En effet, dit ce dernier, n'étant pas un fonctionnaire élu, Ariel Henry n'a aucune qualité pour signer un tel document. Cela vaut pour n'importe quelle autre personne, non élue, qui ambitionne de faire le geste d'Henry.

De son côté, le président Ruto, quelques instants après qu'eut été paraphé l'Accord, par les deux parties, avait déclaré que des policiers kenyans pouvaient être envoyés en Haïti dans l'espace d'une semaine. Il avait, par la même occasion, exhorté les bailleurs

de fonds, en d'autres mots les États-Unis, pour que le financement soit mis à la disposition du Kenya. Car le Parlement ne donnera pas le feu vert à cette mission tant que les fonds pas décaissés. M. Ruto avait antérieurement formulé de telles préoccupations qui n'ont pas incité les responsables à agir dans le sens de l'urgence.

Au bout du compte, dans la mesure où le déploiement de cette mission dépend de l'autorisation du Tribunal kenyan, il faut se dire que la mission de la Police du Kenya en Haïti ne sera pas pour demain. Puisque, un fois la Cour de justice est de nouveau saisie par le dossier, il faut attendre des mois avant que soit rendu une nouvelle décision.

L.J.

OBITUARY

It's with great sadness that the daughters of Mr. Raymond P. Élie have announced his decease February 11th, 2024 after a lengthy battle with Alzheimer's Disease, at Broward Health Coral Springs Hospital, Coral Springs, Florida.

He is survived by his daughters, Mrs. Michèle Boigris, Mrs. Alexandra Salinas, Ms. Jacqueline Élie, Mrs. Raina Élie Pontius, Ms. Soraya Élie, Mrs. Marie Roger Dugas. We would like to extend our sincere condolences.

In addition to her daughters, sincere condolences to the fol-

lowing families: Nahoum, Elie, Stines, Degraff, Baker, Acra, Dupoux, Jeannot, Lauture, Boigris, Salinas, Dugas, Jefferson, Milord, Moreta, Ramirez, Rodriguez, Coriolan, Camille, Arigue, Maitre-Millery, Jean-Louis, Mirambeau, Beaulieu, Baussan, Fanini-Lemoine, Jean-Jacques, Merove-Pierre, Chalono, Cornille, Blanchet, Fourcand, Mezger, Isenegger.

The funeral service will be held Saturday, March 2nd, 2024, at Bartholomew Catholic Church, 8005 Miramar Parkway, Miramar, Florida 33025, Saturday March 2nd, 2024 at 10:00



ÉDITORIAL



L'ingérence mal gérée des politiques états-unisiennes envers Haïti, l'heure du mea culpa !

Voilà déjà plus d'un siècle qu'a été initiée l'ingérence des États-Unis en Haïti, commencée avec l'invasion du pays, le 28 juillet 1915, suivi de son occupation, qui a pris fin le 1^{er} août 1934. Bien que d'autres pays de l'hémisphère, comme la République dominicaine et le Nicaragua, aient été infligés le même traitement, Haïti, État créé sur le tombeau de l'esclavage, dont la France, plus que tous les autres royaumes esclavagistes, exerçait sans merci, a payé chèrement le prix. La première République noire du monde devait payer son effronterie au prix de l'humiliation. Se faisant le vengeur de l'abolition de l'esclavage, les Américains ont exprimé cette politique, sous toutes formes, à l'avantage de sa diplomatie et à sa politique internationale. Jusqu'aux déboires qu'ils essuient présentement avec Ariel Henry.

Si, dans un premier temps, les États-Unis avaient, parfois, du fil à retordre avec des politiciens haïtiens rebelles, se disant nationalistes, dans leur gestion de la politique d'interférence américaine, dans les affaires internes d'Haïti, les choses ont bel et bien changé avec la mort de François Duvalier. Avec l'installation de Jean-Claude Duvalier, le fils de ce dernier, comme président à vie, l'ère annonciatrice d'une nouvelle classe de politiciens « *plus dociles* », par rapport aux tendances hégémoniques des Américains envers Haïti, s'annonçait. Après une longue période de « *vache maigre* » imposée par les États-Unis, ayant réduit l'aide étrangère au strict minimum, en repréailles à l'inflexibilité politique et diplomatique de Duvalier père, son successeur trouvant les caisses de l'État vides, était disposé à tout faire pour que soit ouverte la vanne des millions.

La coopération haïtiano-américaine continuait, plus intensément avec les États-Unis, à la chute de fiston Duvalier, puisque les nouvelles équipes parvenues au pouvoir, avides de millions et de pouvoir, s'adaptent aux besoins des décideurs américains. Des deux administrations de Jean-Bertrand Aristide à celles de René Préval, en passant par Joseph Michel Martelly et Jovenel Moïse, ainsi que les administrations intermédiaires, c'est l'harmonie parfaite. Au point que suite à l'assassinat de Jovenel Moïse, le Département d'État ignorant la volonté du peuple et le prescrit de la Constitution haïtienne, s'est cru autorisé à imposer une administration hybride à Haïti. Voilà un Exécutif à deux têtes, président et Premier ministre en

une seule et même personne, désigné par le CORE Group, ce syndicat d'ambassadeurs occidentaux installé à Port-au-Prince, sous la dictée des États-Unis. Les diverses protestations de citoyens haïtiens lancées contre cette violation des droits de notre pays sont restées lettre morte.

Dans les rues de la République, tant à la capitale que les villes de province, le peuple haïtien vocifère sa colère contre les actions du syndicat diplomatique et ceux dont ces derniers exécutent les ordres. Tout est ignoré. Même mépris infligé aux protestataires intervenant dans les journaux. Telle est l'attitude des protecteurs-dirigeants d'Ariel Henry durant ses 32 mois à la primature, multipliant les rencontres inter-haïtiennes, à la recherche d'un consensus sur un accord pour arriver à une sortie de crise, tantôt en Haïti, plus tard dans les capitales des pays de la CARICOM. Mais ces réunions, sous la supervision des États-Unis ont toujours débouché sur le néant. En effet, pendant que nous rédigeons cet éditorial, un autre sommet des tuteurs étrangers concernant l'avenir d'Haïti se déroule à la Jamaïque, où le Secrétaire d'État américain, Antony Blinken est à l'honneur.

Puisque cette réunion vise à trouver une formule visant quoi faire pour apporter une réponse aux gangs qui ont envahi la capitale, on notera que l'instauration des gangs armés, a été entamée sous Michel Martelly, a continué avec Jovenel Moïse et s'est accrue inexorablement avec Ariel Henry, ainsi que l'importation d'armes et de munitions des ports de Miami, aux États-Unis, qui continuait d'aller son bon train, sans désespérer. Au fort des affrontements des forces de l'ordre avec les bandits armés ayant, trop souvent, abouti à la mise en déroute de celles-là, le Dr Henry et son équipe, comme son prédécesseur, d'ailleurs, n'ont pas pris au sérieux ces épisodes sanglants. La mise en garde d'*Haïti-Observateur*, qui avait été lancée depuis avant l'arrivée du neurochirurgien à la primature, attirant l'attention sur le danger d'une éventuelle coalition des gangs armés voulant s'emparer du Palais national, le siège du pouvoir, n'a causé la moindre émotion au sein de l'administration du Dr Henry. Non plus chez ses tuteurs, qui l'ont placé à la tête du pays. Alors, l'on comprend bien pourquoi, dans l'opinion publique, en Haïti, d'aucuns accusent la communauté internationale et l'équipe au pouvoir d'être des alliés des malfrats, kidnappant contre rançon, volant, violant et imposant leur loi sur les citoyens, en sus d'occuper 80

% de l'espace de la capitale haïtienne, selon un rapport de l'ONU.

Alors, on se pose la question de savoir comment les criminels armés en sont-ils arrivés à contrôler le pays, jusqu'à mettre la Police en déroute, forçant Ariel Henry à solliciter des forces étrangères à la rescousse, pour mater les gangs armés qui, en tout dernier lieu, ont fait du premier ministre de facto un réfugié ambulatoire, ne pouvant retourner au pays. Comme on l'a déjà dit, les gangs armés n'ont pas évolué jusqu'à ce point, du jour au lendemain.

En effet, les précurseurs des gangs armés ont vu le jour après le retour d'exil, à Washington, du président Jean-Bertrand Aristide, sous la protection de 24 000 soldats américains déployés à cette fin par le président Bill Clinton. Dans l'objectif de régler les comptes à ses ennemis, réels ou présumés, le prêtre-président créa les organisations populaires dans divers quartiers de Port-au-Prince. Parallèlement, dans le cadre de l'instauration de la nouvelle force de Police, par la Mission onusienne, appelée à remplacer les Forces armées d'Haïti (FAD'H), M. Aristide imposait, sans *vetting* (enquête de sécurité), plusieurs candidats aux autorités onusiennes, comme futurs membres de la nouvelle force de Police. Aussi, à l'intérieur de la nouvelle force de sécurité, Aristide avait ses tueurs, et dans les quartiers populaires il disposait de ses assassins au sein de gangs officiels dénommés « *Chimères* ».

Si François Duvalier et fiston Duvalier (Jean-Claude) avaient leurs tontons-macoute pour exécuter leurs basses œuvres, Jean-Bertrand Aristide pouvait compter sur ses tueurs, au sein de la Police; et parmi les organisations populaires, qui tuaient sous les ordres du ministre de l'Intérieur d'alors, Mondésir Beaubrun.

Les assassins de Duvalier affichaient une certaine délicatesse, dans l'exécution de leurs crimes, kidnappant les victimes, qui sont tués loin des yeux du public. Tandis que les tueurs d'Aristide agissent en plein jour, souvent bloquant le trafic pour coincer les véhicules de leurs proies. Parmi celles-ci figuraient, par exemple, le journaliste Jean Léopold Dominique, abattu dans la cour de sa station de radio, Haïti-Inter; l'avocate Mireille Durocher Bertin, criblée de balles en plein midi avec son client Baillergeau; et le pasteur Emmanuel Leroy, pour ne citer que ceux-là.

Les autorités américaines n'ignoraient pas les crimes commis sous Aristide. Prenons, par exemple, le cas de

Mme Bertin, dont a été informé le commandant militaire des forces militaires américaines, dénonçant l'assassinat de celle-ci par le ministre de l'Intérieur d'Haïti, Mondésir Beaubrun.

Les gangs armés se sont épanouis pour devenir cette force qu'ils sont aujourd'hui, sans inhibition, car rien n'a été fait pour empêcher leur développement. Les autorités n'ont rien fait pour les mettre hors d'état de dépasser la Police. Au contraire, l'ONU a contribué à leur développement en favorisant leur fédération.

Pour n'avoir rien fait pour éviter la montée des bandits mettant la Police en déroute, les États-Unis se trouvent dans l'obligation de faire la diplomatie dans la rue, dans la gestion de la crise d'Ariel. D'aucuns diraient que le Département d'État lave son linge sale en public. N'est-ce pas une humiliation pour cette super-puissance, qui se voit dicter sa politique par un ramassis de gens méprisables ? Les Américains ont juré de ne pas déployer leurs forces en Haïti pour ramener Ariel Henry, qu'ils avaient installé à la primature, alors qu'ils ont été forcés d'évacuer le personnel non essentiel de leur ambassade, en pleine nuit, pour éviter de mesurer leurs forces avec les criminels qui font la loi en Haïti, à l'encontre du peuple haïtien. Cela aurait pu tourner différemment, si la Constitution haïtienne n'ait été violée avec tant d'effronterie, dans le choix d'Ariel Henry comme Premier ministre; et que la voix du peuple haïtien dénonçant la violation de ses droits n'ait été méprisée sans aucune retenue.

Après plus d'un siècle de politique et de diplomatie américaine de mépris et d'humiliation, à l'encontre d'Haïti, la force des choses rend aux États-Unis la monnaie de sa pièce. Cela signifie qu'il est temps de changer la politique et la diplomatie scélérates envers Haïti.

HAÏTI OBSERVATEUR		Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235 TEL (718) 812-2820	
SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION			
Haïti	Haïti-Observateur 98, Avenue Joliot Curie, 3 ^e étage Port-au-Prince, Haïti Tel: (509) 223-0789 ou (509) 223-0785	ÉTATS-UNIS	1ère classe: \$ 48,00 US, pour six (6) mois 90,00 \$ US, pour un (1) an
CANADA	Haïti-Observateur Gerard Louis Jacques 514-351-6434 11, rue St. Charles Montreal, H3M 1R7, Q.	AFRIQUE ET ASIE	\$ 85,00 FF, pour six (6) mois 100,00 FF, pour un (1) an
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE	Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'adresse doit s'adresser à: Jean-Claude Verhagen 11, rue Augustin Deshayes, 1 ^{er} et 2 ^e étages 93310 La Plaine St. Denis France Tel: (33-1) 43 63 28 10	CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE	1ère classe: \$ 75,00 US, pour six (6) mois \$100,00 US, pour un (1) an
		EUROPE	75 EURO, pour six (6) mois 125 EURO, pour un (1) an Par chèque ou mandat postal en francs français
Nom/Nom: _____			
Company/Compagnie: _____			
Address/Adresse: _____			
City/Ville: _____ State/État: _____			
Zip Code/Code Régional: _____ Country/Pays: _____			
<small>Les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire.</small>			

EDITORIAL



The mismanaged interference of U.S. policies in Haiti: time for a mea culpa!

U.S. interference in Haiti began over a century ago, with the invasion of the country on July 28, 1915, followed by the occupation that ended on August 1^{er} 1934. Although other countries in the hemisphere, such as the Dominican Republic and Nicaragua, were subjected to the same treatment, a state created on the grave of slavery, for which France, more than any other slave-owning kingdom, paid dearly, the world's first black republic had to pay the price of humiliation for its effrontery. As the avenger of the abolition of slavery, the Americans expressed this policy, in all its forms, to the advantage of its diplomacy and international policy. Right up to the setbacks they are currently experiencing with Ariel Henry.

If, at first, the United States sometimes had a hard time with rebellious Haitian politicians claiming to be nationalists, in their management of the policy of American interference in Haiti's internal affairs, things changed with the death of François Duvalier. With the installation of Jean-Claude Duvalier, Duvalier's son, as president for life, in his place, the era heralded a new class of politicians [more docile" to American hegemonic tendencies towards Haiti. After a long period of [Jean cash" imposed by the United States, which had reduced foreign aid to the bare minimum in retaliation for Duvalier senior's political and diplomatic in flexibility, his successor found the state coffers empty, and was prepared to do anything to open the floodgates of millions.

After the fall of the Duvalier son, Haitian-American cooperation with the United States intensified, as the new teams that came to power, eager for millions and power, adapted to the needs of American decision-makers. From the two administrations of Jean-Bertrand Aristide to those of René Préval, via Joseph Michel Martelly and Jovenel Moïse, as well as the interim administrations, it's perfect harmony. So much so that, following the assassination of Jovenel Moïse, the State Department, ignoring the will of the people and the requirements of the Haitian Constitution, felt authorized to impose a hybrid administration on Haiti. A two-headed Executive, with President and Prime Minister in one and the same person, appointed by the CORE Group, under the dictation of the United States. Various protests by Haitian citizens against this violation of our country's rights have gone unheeded.

In the streets of the Republic, in the capital as well as in the provincial towns, the Haitian people are vociferating their anger against the union of Western diplomats posted in Haiti, known as the CORE Group, and those whose orders they carry out are sovereignly ignored. Such is the attitude of Ariel Henry's protector-leaders during his 32 years at the helm, who have multiplied inter-Haitian meetings in search of a consensus on a way out of the crisis, sometimes in Haiti, later in the capitals of CARICOM countries. But these meetings, under the supervision of the CARICOM countries, always ended in nothing.

However, the construction of armed gangs, which began under Michel Martelly and continued under Jovenel Moïse, increased inexorably under Ariel Henry, as did the importation of arms and ammunition from the ports of Miami, USA, which continued unabated. At the height of the clashes between the forces of law and order and armed bandits, which all too often led to their rout, Dr Henry and his team, like his predecessor, failed to take these bloody episodes seriously. The warning issued by *Haiti-Observateur* before the neurosurgeon's arrival at the primature, drawing attention to the danger of a possible coalition of armed gangs seeking to seize the National Palace, the seat of power, caused not the slightest stir in Dr. Henri's administration. Nor on the part of his guardians, who placed him at the head of the country. It's easy to understand why, in Haitian public opinion, some accuse the international community and the team in power of being allies of the thugs, kidnapping for ransom, killing, stealing, raping and imposing their law on citizens, in addition to occupying 80% of the space in the Haitian capital.

How did armed criminals come to control the country to the point of routing the Police, forcing Ariel Henry to call in foreign forces to the rescue, to subdue the armed gangs? As we've already said, armed gangs didn't spring up overnight.

Indeed, the precursors of armed gangs emerged after President Jean-Bertrand Aristide returned to Washington from exile, behind 20,000 American troops deployed for the purpose by President Bill Clinton. With the aim of settling accounts with his enemies, real or presumed, Aristide created popular organizations in various districts of Port-au-Prince. At the same time, as part of the construction of the new police force by the UN Mission to replace

the Forces armées d'Haiti (FAAdH), Mr. Aristide imposed, without *vetting*, several candidates on the UN authorities as future members of the new police force. Within the new security force, Aristide had his killers; in the working-class districts, he had his assassins.

While François Duvalier and son Duvalier (Jean-Claude) had their tons tons macoutes to carry out their dirty work, Jean-Bertrand Aristide could count on his killers, within the Police; and among the popular organizations, who killed under the orders of the then Minister of the Interior, Mondésir Beaubrun.

Duvalier's assassins displayed a certain delicacy in the execution of their crimes, kidnapping their victims and killing them far from the public eye. Aristide's killers, on the other hand, acted in broad daylight, often blocking traffic to trap the vehicles of their prey. These included, for example, journalist Jean Léopold Dominique, gunned down in the courtyard of his radio station, *Haiti-Inter*; lawyer Mireille Ducher Bertin, riddled with bullets at high noon with her client Baillergeau; and pastor Emmanuel Leroy, to name but a few.

The American authorities were not unaware of the crimes committed under Aristide. Take, for example, the case of Mme Bertin, of which the military commander of the American military forces was informed, denouncing her assassination by Haiti's Minister of the Interior, Mondésir Beaubrun.

Armed gangs have blossomed into

the uninhibited force they are today, because nothing has been done to prevent their development. And the authorities have done nothing to prevent them from overtaking the police. On the contrary, the UN contributed to their development by promoting their federation.

For having done nothing to prevent the rise of bandits routing the Police, the United States finds itself obliged to take diplomacy to the streets, in the management of the Ariel crisis. Some would say that the State Department is washing its dirty laundry in public. Isn't it a humiliation for this superpower to have its policy dictated by a bunch of despicable people? The Americans vowed not to deploy their forces in Haiti to bring back Ariel Henry, whom they had installed as Prime Minister, while they were forced to evacuate their non-essential embassy staff in the middle of the night, to avoid measuring their forces with the criminals, against the Haitian people, who make the law in Haiti. Things might have turned out differently, had the Haitian Constitution not been so brazenly violated in the choice of Ariel Henry as Prime Minister; and had the voice of the Haitian people crying out about the violation of their rights not been scorned without restraint.

After more than a century of contemptuous and humiliating U.S. policy and diplomacy towards Haiti, the U.S. has to give back. This means that it's time to change the scurrilous policy and diplomacy towards Haiti.

HAITI OBSERVATEUR

Le mensuel pour la paix

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235 Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

<p>Haiti Haiti-Observateur 98, Avenue John Brown, Série éléve Port au Prince, Haiti Tel: (509) 223-0782 ou (509) 223-0785</p> <p>CANADA Haiti-Observateur Gerard Louis Jacques 514-371-6434 15, Hill OR Canada 12213 Joseph Cassarini Montreal H3M0C7</p> <p>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à: Jean Claude Vallbrun 13 K Avenue Faldemar, Rt Rt Apt. 44 93310 Le Pré St. Germain France Tel: (33-1) 43-63-28-10</p>	<p>ÉTAT-UNIS 1ère classe <input type="checkbox"/> 48.00 \$ US. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 90.00 \$ US. pour un (1) an</p> <p>AFRIQUE ET ASIE <input type="checkbox"/> 553.00 FF. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 1005.00 FF. pour un (1) an</p> <p>CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 1ère classe <input type="checkbox"/> \$73.00 US. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> \$140.00 US. pour un (1) an</p> <p>EUROPE <input type="checkbox"/> 73 EUROS. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 125 EUROS. pour un (1) an Par chèque ou mandat postal en francs français</p>
--	---

Name/Nom _____
 Company/Compagnie _____
 Address/Adresse _____
 City/ville _____ State/État _____
 Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

(Les les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire)



Suite de la page 16

championnat en raison de divers facteurs. Il n'y a aucun enjeu, aucune relégation ni promotion, les équipes n'ont rien à défendre sur le plan sportif. Les clubs ne pourront pas compter sur les recettes des matchs car le public ne répondra pas à l'appel. Les joueurs manqueront de motivation et l'attachement aux clubs

suscité autrefois par le football n'est plus d'actualité. Les dirigeants ne seront pas en mesure de répondre aux besoins des joueurs. En somme, ce championnat ne sera qu'un tournoi de quartier disputé par des clubs qui ne sont pas prêts à exiger de véritables changements dans le football local.

Ainsi, les motivations principales du Comité de normalisation demeurent obscures. Il tourne en ridicule les dirigeants de clubs,

qui semblent incapables de défendre leurs intérêts et ceux des joueurs de football. Aucun club n'est en mesure de définir clairement l'objectif de ce championnat. Les dirigeants se désintéressent des joueurs de football, et ceux qui acceptent de participer à ce championnat le font pour leurs propres intérêts, reléguant ceux des joueurs au second plan. Les supporters, bien que passionnés, n'ont pas voix au chapitre, malgré

le fait que ce sont eux qui soutiennent les équipes. Le football, avant tout, est un spectacle destiné à divertir le public, mais le public haïtien, où qu'il se trouve actuellement, ne trouve pas de réconfort dans cette situation.

Malgré toutes les incertitudes qui entourent l'organisation du championnat national spécial, la première journée est reprogrammée. Douze équipes sont invitées à participer à ce projet, qui semble

être un échec annoncé. Le Comité semble déterminé à mener à bien ce projet, négligeant ainsi sa mission principale pour laquelle il a été nommé. Le football doit certes renaître, mais à quel prix ? Ce championnat, loin d'être spécial, semble être plutôt une source de honte pour un pays en difficulté qui a besoin d'une prise de conscience collective pour se relever.

R.S.

Suite de la page 16

geants, qui ont accepté le calendrier piégé de LA CONCACAF programmant le match décisif des Costariciennes contre l'équipe de Saint Kitts, en dernier du groupe, donnant l'avantage énorme au Costa Rica de savoir le score dont il a besoin pour se qualifier, d'autant que Saint Kitts, déjà éliminée, n'a plus aucun intérêt; un crétinisme inadmissible, la CONCACAF sachant bien que cela ne doit pas se faire; St Kitts - Costa Rica pouvant être assimilé à du match fixing. Tout semble être planifié " barrer la route et crucifier Haïti ".

Haïti out : Bamboche avant des barrages

Malgré tout, un autre gâchis fut le match de barrage contre Porto Rico, à Los Angeles, trois jours avant le début de la Gold Cup. Comme la Sélection masculine, l'an dernier, avant la Gold Cup, aucun match de préparation dans la semaine, en plus d'une ambiance de vacances, de bamboche à

Los Angeles, la même semaine du match, et la Sélection, très supérieure, à Porto Rico, mais sans aucun jus et incapable de supplanter la compétitivité des Portoricaines et faire sauter, bousculer le béton d'une équipe portoricaine repliée dans sa moitié de terrain, accrocheuse, mais incapable d'élever son jeu, face aux jeunes Grenadières. Les statistiques du match font encore pleurer : 22 tirs au but pour Haïti et zéro pour les adversaires, qui marquent sur penalty, en plus de l'inqualifiable erreur de laisser sur le banc plusieurs des titulaires habituelles et le coach alignant 7 joueuses, talentueuses, certes, mais qui en étaient à leur tout premier match. Donc un match et une qualification gaspillés

Haïti avait les armes qu'il fallait, le niveau des joueuses aurait dû nous amener loin, dans cette Gold Cup, surtout que toutes les sélections de renom présentes étaient en reconstruction, après le Mondial d'Australie, alors qu'Haïti, malgré de nombreuses blessures, avaient, et de loin, le niveau

pour faire une belle Gold Cup. Mais, depuis quelque temps, les responsables n'ont aucun souci de préparer les grands rendez-vous; et pour toutes nos sélections, c'est juste un acte de présence sans aucune ambition. L'Équipe nationale, en dépit d'un tirage au sort lui assignant trois adversaires habitués des premiers rôles; même pour le Mondial, en Australie, on s'est contenté de quelques jours de rassemblement, d'un match amical contre la Corée du Sud, avant une compétition de l'importance d'un Mondial, et en plus se déroulant dans un pays aux antipodes ayant plus de 17 heures de décalage horaire, par rapport à Haïti. Voilà un suicide sportif, un manque d'ambition flagrant. Il y a 50 ans, lors de la participation d'Haïti au Mondial 1974, l'Équipe laissa presque trois mois avant le coup d'envoi. Plus près de nous, en 2018, pour le Mondial U20 France FIFA 2018, la délégation laissa Haïti fin mai pour un tournoi programmé en juin, et s'offrit la participation à un tournoi auquel la France, le

Gabon et le Mexique étaient programmés après deux rencontres amicales, à Paris. Récemment, les féminines U17, toutes basées en Haïti, ne jouant aucune compétition, depuis quatre ans, sont convoquées pour aller disputer un tournoi en très haute altitude, à Toluca (3 600 mètres). Juste faire un acte de présence sans aucune ambition et sans respect pour les couleurs nationales.

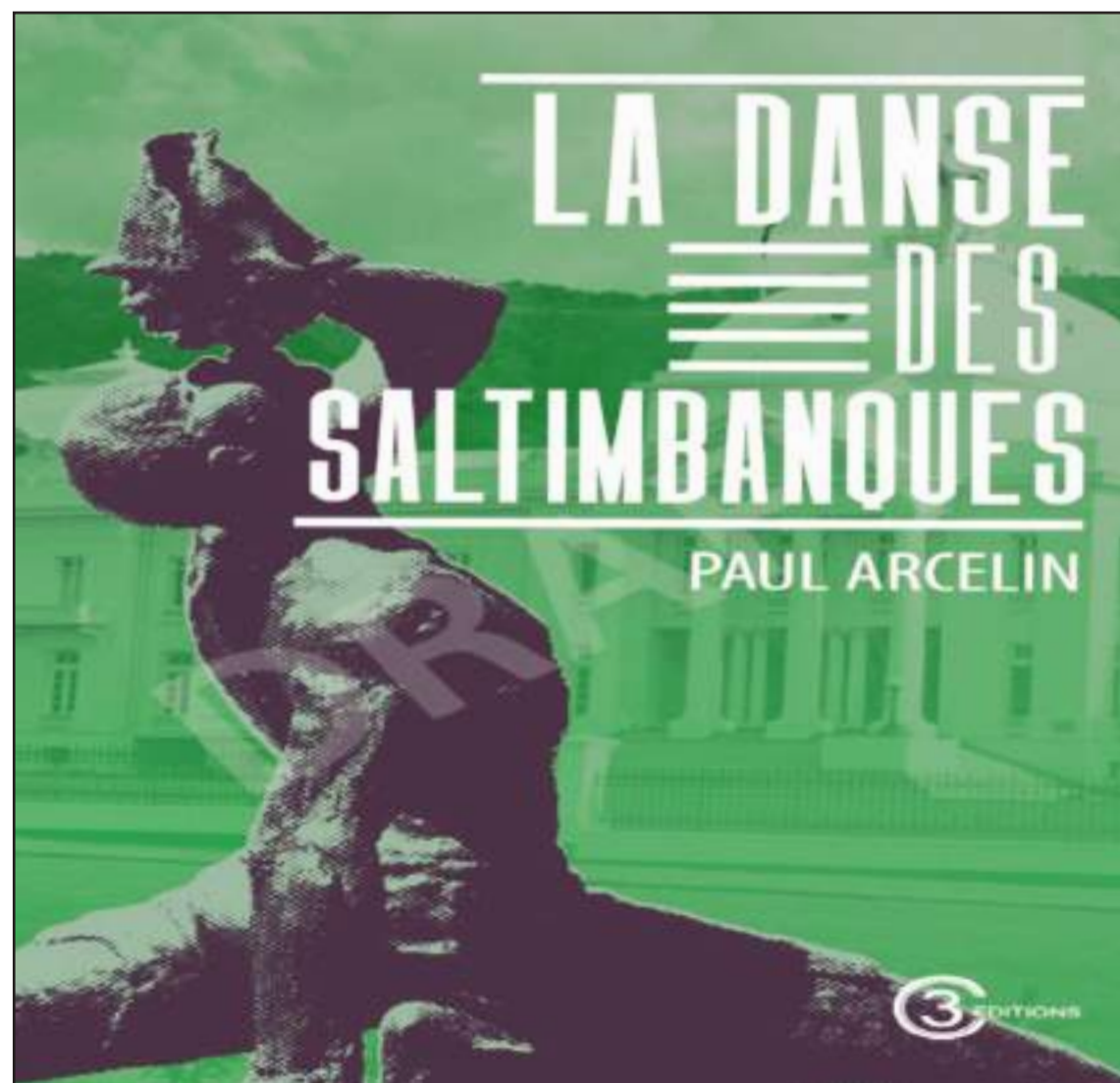
Quand on constate que les joueuses haïtiennes en France, qui sont, désormais, les seules footballeuses haïtiennes en activité, car on a chassé de la Sélection presque une centaine de titulaires ou ayant le niveau pour l'être. En plus, le nombre des pratiquantes et leur niveau diminuant de jour en jour, d'autres gravement blessées nécessitant des interventions chirurgicales majeures; toutes ces catastrophes, si graves d'un manque d'encadrement et d'alimentation adéquate. Étonnant encore de noter que des joueuses choisissent de laisser tomber à 22/23 ans un club pro en France pour venir bourriquer dans des jobs de nuit aux USA. Plus grave encore, Haïti, les 87 académies FIFA/FHF implantées dans plus de 80 villes du pays, et qui formaient des garçons et fillettes, de 7 à 12 ans, ont été fermées, et, impensable, le matériel D'ENTRAÎNEMENT de ces jeunes ramassés par l'administration de la FHF; de surcroît les centres ou académies rares, qui défectaient et formaient de jeunes joueuses, comme Athlétique d'Haïti, du respect pour Robert Duval, qui travaillaient activement avec des filles de Cité Soleil, de Fougy, de Blanchard, de Carrefour Vincent, etc., dans un programme de qualité. Même cas pour Viva Rio, l'ONG brésilienne, qui détectait et formait de nombreuses jeunes joueuses, à Caradoux. Même constat avec FOSEJ de l'éducateur JC Pierrot, qui a, de plus en plus de difficultés à former des filles à. D'autres structures, comme l'académie de l'ancienne vedette de l'Équipe nationale, Carline Denis, à Petionville, a arrêté ses activités. Mentionnons Delmas 2 et son académie OJAD de l'ancien joueur l'Aigle Noir, Laurent Boshomes, l'école d'excellence SHANA, etc. des Vorbe, à Tabarre, ou

encore l'Académie dei FC TORO, très active dans la formation de jeunes; à Carrefour l'académie de M. Anéas, ou encore celle, la très belle école de Mme Lucinda Cassagnol, qui lutte pour continuer à former ces jeunes talents, toutes ces structures formatrices des filles, donc dans cette entreprise de destruction peinent à remplir leur mission dans l'environnement difficile que le pays connaît. En gros, il n'y a presque plus de footballeuses formées, en vue du haut niveau à s'entraîner pour assurer une relève de qualité; on mesure le tort énorme fait au pays et à son football; alors que les autres pays travaillent chaque jour et progressent, en Haïti le football féminin est donc mourant et sur le point de disparaître. Heureusement que l'opinion en général, en Haïti, est pénétrée désormais du fait qu'il s'agissait d'un scandale bien dans la lignée de nombreuses personnes se liguant pour voler et piller ou encore ramasser encore plus d'argent. Mais Dieu soit loué qu'il n'y eut pas de mort. Ainsi le slogan " En Haïti seul le football marche " n'est plus.

Le plus navrant est que le pays ne dit rien. Au contraire, même les structures de soutien à la cause de la femme ne s'émeuvent pas. Elles se contentent d'accumuler les statistiques sur les cas d'abus sexuels, à présenter aux organisations soutenant la cause noble de la lutte des femmes pour recevoir encore plus de fonds. Cela n'est pas étonnant que, par intérêt, ces organisations ne s'intéressent pas au football féminin, qui a prouvé qu'il est hautement utile pour prévenir de telles dérives. Le football étant un puissant facteur enseignant à préparer la FEMME à dire NON donc la prévention étant toujours aussi toujours importante que la répression.

La FHF a fermé, depuis quatre ans, toutes les académies qui produisaient des joueuses, il y a lieu de dénoncer ce honteux gâchis et surtout la méchanceté et les crimes faits au pays en détruisant un patrimoine qui était en train de changer l'image du pays et la vie d'innombrables femmes de ghettos.

J.B.





RIVERTON STREET CHARTER SCHOOL

INSCRIPTIONS OUVERTES

Nos professeurs sont formés pour travailler avec et fournir un soutien aux étudiants dont la langue maternelle n'est pas l'anglais. Des services de traduction sont également disponibles pour tous les parents qui en font la demande.

Nous offrons des programmes et des services d'éducation spécialisés dans le bâtiment de l'école ou dans un cadre déterminé par le Comité de l'éducation spéciale du district.

Riverton Street Charter School est une école publique sans frais de scolarité située au **118-34 Riverton Street, St. Albans, NY.**

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS LE 1ER AVRIL 2023

Pour postuler, appelez le **718-481-8200** ou visitez **RivertonStreetCharterSchool.org**



HAITI

Lè manke gid, pèp la gaye!

OBSERVATEUR

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA



Injections, tests, examens médicaux et fractures.

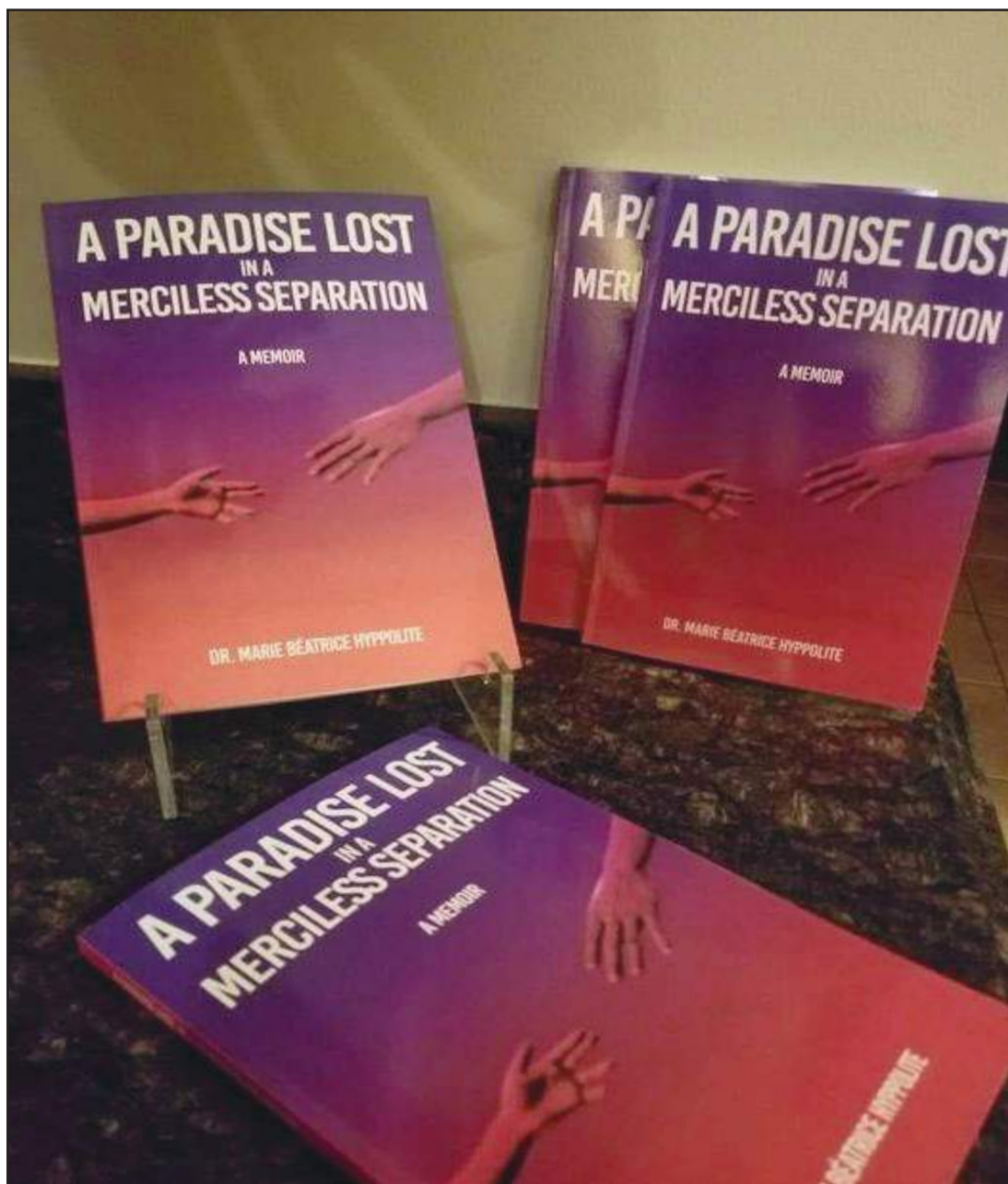
C'EST LA VIE.

Inscrivez-vous maintenant pour vous assurer que tout soit couvert par votre assurance-maladie à partir de 2024.



nystateofhealth.ny.gov

(855) 355-5777





LANCEMENT DU CHAMPIONNAT SPÉCIAL DU COMITÉ DE NORMALISATION

Désormais atout pour son rapport annuel à la FIFA

Par Ricot Saintil

Qui pourrait raisonner le Comité de normalisation quant à la tenue de son championnat national spécial, qu'il s'entête à lancer à tout prix ? Personne. Les enjeux : liés à l'organisation d'une compétition de football impliquant des clubs affiliés à la Fédération Haïtienne de Football (FHF) dépassent le simple cadre sportif. Ils touchent davantage à l'avenir des membres du bureau fédéral, qui s'accrochent au pouvoir sans organiser d'élections pour un nouveau comité exécutif. Les avantages et privilèges de diriger la FHF

semblent trop attrayants pour être abandonnés à d'autres. Cette réalité est profondément enracinée dans la société haïtienne, où ceux qui sont au pouvoir sont souvent motivés par le désir de rester aux commandes, même de manière illégitime.

Le tournoi est baptisé « *championnat spécial* », mais on pourrait tout aussi bien l'appeler « *Swe m vin swe* », tant son organisation semble être du n'importe quoi. Certains clubs se sont tout simplement retirés, ne voyant pas l'intérêt de participer à cette compétition. Ce championnat spécial ne prévoit ni relégation ni promo-

tion, et les équipes participantes ne comprennent même pas pourquoi elles y prennent part. Cependant, les membres du Comité de normalisation ont été assez astucieux pour les convaincre de participer.

Après plus de trois ans d'interruption du football local, on espérait une restructuration du football et un renforcement des clubs. Nous souhaitons que des mesures soient prises pour permettre à nos jeunes de retrouver un lieu et des infrastructures d'entraînement pour poursuivre leur formation. Nous espérons également que le sort des arbitres, des entraî-

neurs et des joueurs serait pris en compte pour les aider à reprendre le jeu dans les meilleures conditions. Au lieu de cela, les dirigeants de la FHF ont préféré lancer un championnat spécial, dans le seul but de pouvoir, en apparence, montrer leur bonne volonté de travailler pour le bien du football. Nous savons tous qu'ils ne font que passer le temps pour éviter d'engager le processus menant à l'élection d'un nouveau comité exécutif.

Ce championnat national spécial ne profitera certainement pas aux clubs ni aux joueurs de football. Les seuls bénéficiaires de

son déroulement seront les membres du Comité de normalisation, qui auront ainsi un dossier solide pour justifier leurs actions pendant l'année. Leur priorité semble être de rester aux commandes de la FHF aussi longtemps que possible, tant que la situation le permet. Pour les dirigeants actuels, l'enjeu est de conserver tous les privilèges liés au football ; ils ne prévoient pas d'enclencher le processus menant à l'organisation d'une nouvelle élection pour un nouveau comité exécutif.

Les clubs et les joueurs de football ne bénéficieront pas de ce

Suite en page 12

COLD CUP FFÉMININ

LES AMÉRICAINES ont gagné la Gold Cup

Par Jacques Brave

Grâce à une courte victoire, dimanche soir, à Los Angeles, les États-Unis, archi-favoris, ont fait respecter une certaine logique dans la hiérarchie régionale du football féminin, dans cette première édition de la Women Gold Cup.

Les USA, grands favoris de

tistiques très favorables par rapport au Mexique.

En tout cas, cette première Gold Cup fut un succès. Toutes les équipes, même celles au palmarès moins flamboyant, comme Porto Rico ou la République dominicaine, ont montré des choses intéressantes et n'ont pas déçu dans leurs prestations.

Dans cette finale, disputée di-

siennes et Américaines ont offert un duel épique, incertain, du début jusqu'à la fin.

Encore des progrès

En tout cas, on a pu encore mesurer les énormes progrès du football féminin, surtout dans le domaine physique, tactique et athlétique à souhait. Le match s'est joué sur un rythme élevé. Les Brésiliennes, très techniques et en nette progression, par rapport à leur mondial d'Australie, ont contesté la supposée supériorité américaine, du début jusqu'à la fin de la rencontre, attaquant sans complexe et supportant avec efficacité le rythme effréné des Américaines, contraintes de serrer la garde en défense pour conserver leur mince avance obtenue en première mi-temps, un peu contre le cours du jeu en pleine domination des Cariocas. Mais Dieu n'était pas Brésilien, dimanche soir.

Golden Ball, meilleure joueuse, ballon d'or

Player Jaedyn Shaw from San Diego, 19 ans, was a breakout star in Scoring four (4) goals in the tournament, she earned the "Golden Ball" (Ballon d'Or) or best player award.

Les Américaines, il est vrai, qui jouaient cette finale à Los Angeles, et ont compté sur le support d'un public très attaché à son équipe nationale féminine, et qui s'est montré encore plus bruyant, surtout en fin de rencontre, lorsque les Brésiliennes se donnaient tout pour arracher l'organisation ; il y avait, en effet, pour cette finale, un nombreux public évalué à 30 000 spectateurs, qui

ont créé une animation endiablée pour supporter leur équipe. Cela témoigne d'un changement majeur pour le football féminin, peu à peu qui obtient un intérêt chaque jour plus grand des fans.

USA, championnes Gold Cup 2024, encore d'im-



CONCACAF USWNT 'just getting started' after Gold Cup win over Brazil

menses regrets pour Haïti

Le seul point négatif pour les Haïtiens fut l'absence de la sélection féminine haïtienne de cette Gold Cup. Avec le niveau des joueuses, que nous avons, toutes professionnelles, Haïti aurait pu entrer, au moins, dans le dernier carré, donc jouer un rôle intéressant, et aller dans cette Gold Cup en sus de faire sensation aux USA. Mais Haïti a gâché une opportunité de qualification largement à sa portée, puisque dans la phase éliminatoire, il y eut un double gâchis. D'abord, Haïti est allée sans préparation pour aborder les deux matches contre les Costa-Ricaines. Au match aller, à Saint Do-

mingo, une cascade de buts ratés, qui auraient augmenté la différence de buts des Haïtiennes. Au match retour, à San José, incompréhensible, le coach tente une innovation dans une rencontre décisive, en alignant Nérilla jouant avant-centre dans l'équipe depuis



Nérilla Mondésir recevant son trophée

cette première édition, ont remporté cette première édition de la Gold Cup féminine, ont dominé le Brésil (1-0), après une finale amplement disputée. Mais, contrairement aux pronostics, ce ne fut guère aisé pour la sélection féminine la plus titrée en palmarès du football, car elle a dû se battre jusqu'au coup de sifflet final pour s'imposer, face aux Cariocas qui, menées 1-0, ont donné l'impression de pouvoir revenir au score, surtout que, dans le dernier match, les Mexicaines ont battu à la régulière (2-0) une sélection américaine qui présentait des sta-

manche soir, à Los Angeles, on a eu droit à un match très disputé entre des Brésiliennes, en plein renouveau, depuis le Mondial d'Océanie, et qui ont fait un parcours brillant et invaincu, jusqu'à la finale, et une sélection américaine qui a beaucoup souffert pour parvenir en finale.

En effet, après une défaite lourde et inattendue, dans le dernier match de groupe, et aussi une demi-finale à l'arraché, face au Canada, qui a dû arriver jusqu'aux pénalités, les Américaines ont souffert pour décrocher cette médaille d'or. En résumé, Bré-

Suite en page 13